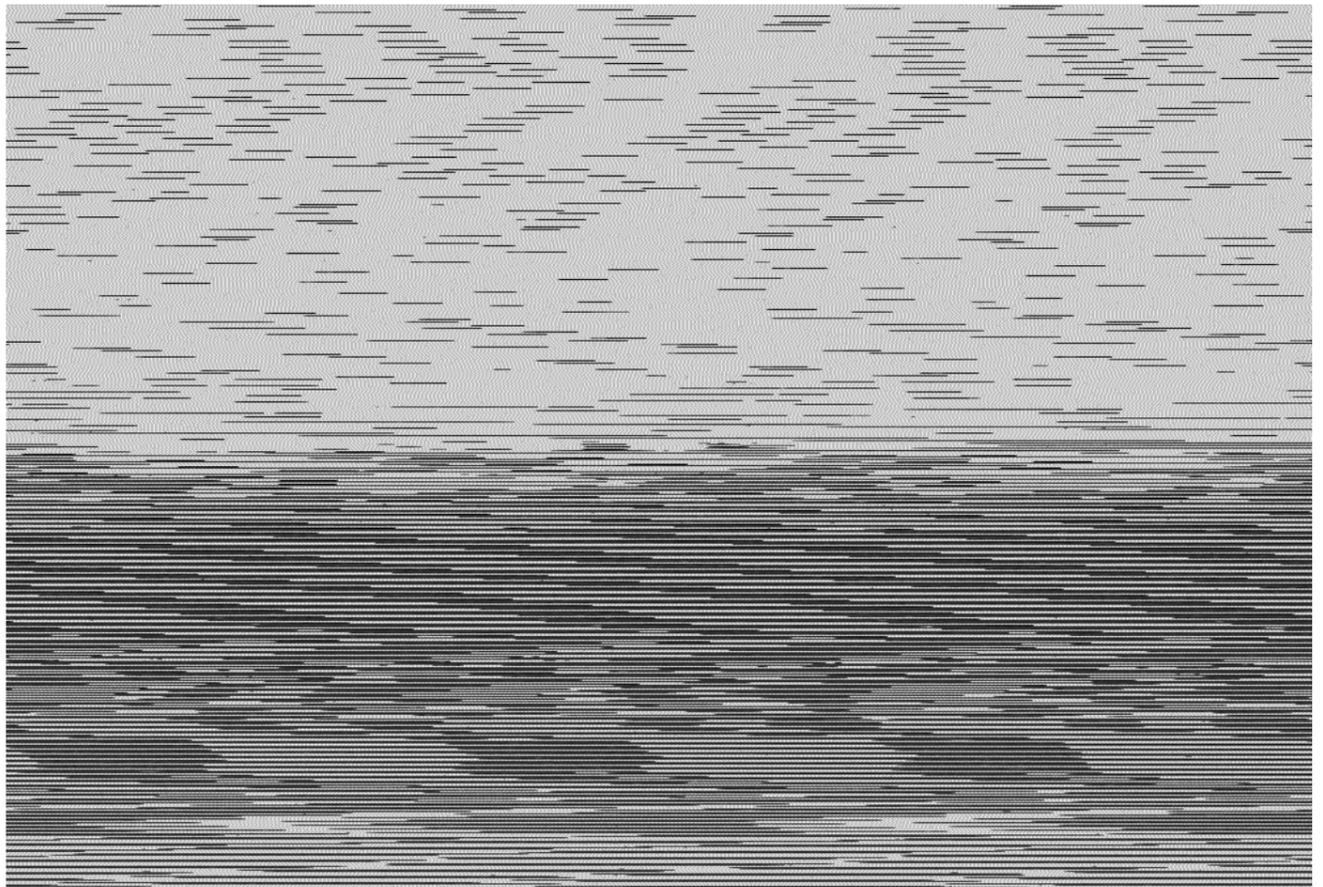




Vivement la canicule!

L'été est là, le temps est à la détente. L'actualité est dominée par le football et les considérations climatiques. Le thermomètre électoral peut commencer à grimper doucement. Les toutes-boîtes des candidats au scrutin d'octobre fleurissent. Les promesses aussi. Y croira-t-on encore ? Les élections passent et les problèmes restent : manque de logements sociaux (à Bruxelles), élus qui partent en roue libre (à Charleroi), jeux boursiers sans égard pour les travailleurs (comme lors de l'OPA de Mittal sur Arcelor)... Dans un autre registre, les fascistes du Vlaams Belang, à travers leurs tracts électoraux, jouent une fois de plus la carte de la peur - peur de l'avenir, peur de l'Autre, etc. Un discours qui risque de tuer encore, comme à Anvers.

Bien mieux qu'élire, il temps d'agir au quotidien pour nous réapproprier nos vies et nos villes, par la démocratie directe, par le socialisme libertaire. D'ailleurs, ici déjà, plusieurs actions sont menées contre le fascisme. Là, à Liège, une coopérative crée de nouveaux logements. Là, à Kleine Brogel, des inspections citoyennes contre les armes nucléaires se déroulent. Et partout, avec l'aide d'assemblées de voisins, des sans-papiers sortent au grand jour : malgré les pressions et répressions policières, ils refusent de n'être que l'ombre d'eux-mêmes. Peu à peu, l'entraide se met en place, comme une évidence. Un grand soleil rouge, un soleil camarade est en train de se lever. Vivement la canicule!



En avant s'il n'y a pas d'avance !

Soucis à Charleroi / OPA de Mittal : et si on reprenait nos affaires en mains ...p2

Bruxelles manque de logement sociaux : une coopérative liégeoise apporte sa pierre ...p3

Meurtre à Anvers / Nation condamné : agir au quotidien contre la fascisme ...p4

Dans la poche gauche : des bouquins comme des pavés ...p5

Bâtir la paix au Proche-Orient : un anarchiste contre le Mur ...p6

L'Amérique latine s'émancipe des USA : entretien avec Noam Chomsky ...p7

La Pologne s'enlise dans l'autoritarisme : les réponses s'organisent ...p8

L'enseignement menacé en Grèce : les étudiants marquent des points ...p9

Flou autour des drogues : la Liaison Antiprohibitionniste s'exprime ...p10

Répression des sans-papiers : la solidarité ne faiblit pas ...p11

Des armes nucléaires en Belgique ? Bomspotting mène l'enquête ...p12

France Peut mieux faire

L'an dernier, en France, les faucheurs d'OGM ont détruit 40% des parcelles de maïs transgénique (31 parcelles sur 76). Ce collectif de plus de 5000 personnes ne s'oppose pas à la recherche fondamentale, mais aux expérimentations en plein champ. Celle-ci auraient pour effet de condamner définitivement les cultures non OGM et mettraient un terme à l'agriculture biologique et au droit des agriculteurs à utiliser les semences issues des cultures des années précédentes.

Bruxelles Pas folle la taupe

Le squat médiatisé du bar « *Dolle Mol* » situé près de la grand place à Bruxelles vient d'être fermé par la police. Jan Bucquoy, l'artiste anarchiste provocateur l'avait rouvert début mai, au motif qu'il fait partie du patrimoine culturel bruxellois. Une chose est sûre. Lui n'est pas près de la fermer.

Espagne GSM Molotov

Pendant les manifestations contre la guerre, les petits films de GSM ont permis de dénoncer des violences policières... et en ont provoqué d'autres. Lors d'une récente manifestation contre le manque de logements, des policiers ont arrêté des jeunes en train de les filmer. Désormais, ils demandent des preuves filmées de leur innocence !

Jérusalem L'union fait la foi

Dans une lettre adressée au pape Benoît XVI, le Grand rabbin d'Israël, Shlomo Amar, demande l'intervention du Souverain pontife pour faire annuler la Gay Pride internationale qui doit se tenir à Jérusalem le 10 août prochain : « *Nous demandons à Son Excellence de se prononcer fermement contre ce terrible phénomène* », écrit le Grand rabbin. Au sein du monde orthodoxe en Israël, les principaux leaders ont demandé à leur représentant à la Knesset d'initier un projet de loi visant à annuler cet événement. (Haaretz du 6 juillet) Les religieux veulent-ils se réconcilier pour filer ensemble des claques aux laïcs ? Un nouveau catéchisme serait en cours de rédaction : « Si on te frappe la fesse gauche, tends la fesse droite. » Excitant...

Espagne La sainte famille

Le 8 juillet, le pape Benoît XVI a commencé sa première visite en Espagne, un pays aux profondes racines catholiques mais dont les récentes lois socialistes sur le mariage homosexuel ou le divorce ont irrité le Vatican. « *Mon désir est de proposer le caractère central, pour l'Eglise et pour la société, de la famille fondée sur le mariage.* » (La Libre du 8 juillet). Ceux qui ont cru Ratzinger lorsqu'il affirmait dans sa première encyclique « *Deus est caritas* » que l'Eglise doit rejeter le prosélytisme se sont mis le goupillon dans l'oeil : du côté du Saint-Siège, on continue à prendre des messies pour des lanternes.

Bruxelles Beau comme un drapeau

Le ministre bruxellois de la Décoration (et de la Mobilité) a encore frappé. Après avoir recolorié les bus, trams et autres taxis, Pascal Smet (SPA) a trouvé un nouveau défi : multiplier les drapeaux à Bruxelles, histoire de mettre en valeur les différentes institutions. (Le Soir, du 6 juillet). Des drapeaux devraient flotter dès le printemps prochain tout au long de la Petite Ceinture, pour la modique somme de 60.000 euros. Si ça c'est pas un beau projet socialiste pour Bruxelles...

Vietnam Nada, que dalle, pouic

En visite à Hanoi début juin, Donald Rumsfeld a évoqué l'épineuse question de l'agent orange déversé pendant la guerre du Vietnam, façon de bien signifier aux Vietnamiens qu'ils pouvaient toujours espérer les indemnisations. Monsanto et d'autres fournisseurs du défoliant avaient bien voulu verser 184 millions de dollars aux vétérans américains en 1984. Mais pour les Vietnamiens, rien ! Selon la Croix-Rouge vietnamienne, l'agent orange qui a arrosé deux millions d'hectares de forêts aurait causé un million de victimes directes et indirectes. Tout ce que Washington peut faire, a précisé un officiel, c'est « *fournir des informations scientifiques, des informations d'archives historiques que l'on pourrait avoir... et des conseils techniques sur la façon de traiter la question.* » Le coeur sur la main...

Charleroi. Du logement au sport, du business aux déchets... Les scandales s'enchaînent. Tous les secteurs semblent touchés. Changer la société par la délégation de pouvoir est une illusion. Pour un changement social en profondeur, reprenons nos affaires en mains. Un point de vue libertaire.

Au service du public

L'organisation autogestionnaire, autonome dans sa relation à l'Etat, au Capital et à tout pouvoir dominant, exige de l'investissement personnel, de la participation et de la conscience, au contraire des institutions autoritaires qui ont recours aux achats des consciences, à la soumission et aux fraudes, en décourageant un développement individuel plus poussé sous prétexte de spécialisation. L'autogestion est la libre association par affinité, sans hiérarchie. Un modèle de participation directe et interactive, dans lequel il peut y avoir de la délégation mais réalisée en des termes choisis, avec des objectifs définis, des tâches définies, durant des moments limités, révocables à tout moment avec une responsabilité incontournable des délégués ; un modèle qui refuse la bureaucratization et l'administration sclérosante des partis politiques, des syndicats et des mouvements sociaux engourdis dans les formalismes.

Donnons les principes fondateurs et organisateurs d'un service public réellement au service des usagers et des citoyens :

Le service est socialisé, c'est-à-dire qu'il est la chose de tous les acteurs concernés par ses fins, par son bon fonctionnement et ses résultats. Comme le disait Proudhon, il est une propriété sociale détenue en mains communes par les acteurs de la société civile : la fédération territoriale (allant de la commune au pays tout entier, en passant par les régions), la fédération des consommateurs, les syndicats... Cette propriété est inaliénable et indivisible. Elle est aussi pluraliste puisqu'il y a un nombre d'acteurs de la société civile qui sont copropriétaires. Pour des raisons d'égalité de traitement des territoires et des citoyens, elle couvre tout le territoire.

La fédération des choses est rendue aussi nécessaire par la recherche d'économies d'échelle, de rendements croissants, de la suppression des gaspillages et des doubles emplois dans une intégration verticale des missions à accomplir.

Le service public prend une forme coopérative. Il est géré par ses salariés qui le détiennent (simple possession et non propriété) en tant qu'outil de travail et qui participent aux décisions de gestion et de mise en oeuvre des moyens, comme dans toute coopérative véritablement démocratique. La coordination globale est effectuée par le syndicat général de la production et de la consommation (SGPC).

Les orientations politiques relatives au bien public géré par tel ou tel service public socialisé sont définies par la chambre socio-économique, qui produit aussi des procédures de résolution des problèmes communes à tous les établissements décentralisés sur le territoire.

Le service public est mutualisé au sens où il fait foisonner les moyens et surtout au sens où les copropriétaires, cogérants opérationnels et usagers-consommateurs sont traités sur un pied d'égalité et participent tous aux décisions. De ce point de vue, un conseil de surveillance est élu par des représentants, eux-mêmes élus, de ces différents acteurs sociaux, de façon à donner une instance de direction et de gestion générale qui corresponde à la réalité sociologique des propriétaires, bénéficiaires et opérateurs sociaux. Ce qui prime, c'est la démocratie pluraliste comme dans une vraie mutuelle et une authentique coopérative.

Comme il faut que le service public prenne en compte toutes les facettes des problèmes sociétaux, il est doté d'indicateurs, de tableaux de bord transdisciplinaires (rôle du conseil de surveillance et par discussion avec le SGPC et la chambre socio-économique). L'économie n'y est pas séparée des objectifs sociaux, environnementaux, politiques. Sa gestion repose donc sur des critères multiples. Ces indicateurs sont établis par le conseil de surveillance, après large débat démocratique entre groupements de copropriétaires, d'usagers et d'opérateurs, sur la base des orientations données par le débat politique à la chambre socio-économique.

Le service public fait son propre auto-contrôle via le Conseil de Surveillance. Mais il est soumis en plus au contrôle des assemblées législatives du pays et tel ou tel acteur copropriétaire peut exiger périodiquement des audits spéciaux. Par contrôle, nous entendons non seulement la mesure des écarts entre les objectifs et les résultats,

mais aussi leur analyse et des propositions d'amélioration des choses. En fait, c'est de l'audit, si on suit la terminologie actuelle en matière de gestion.

Le service public est donc une institution politique et fédérative, mais sur la base de la mise en relation des aspects territoriaux, économiques, sociaux du pays et des acteurs qui habitent les structures de décision et d'action. Il s'agit du « fédéralisme décentralisé » de Proudhon, qui n'érige pas la politique au-dessus et à l'extérieur de la société civile, qui ne soumet celle-ci à la domination ni de l'économie, ni de la politique.

Le bien public socialisé obéit à un cahier des charges et obligations de service public (défini par la chambre socio-économique). On y reprendra notamment les principes suivants :

- * principe de spécialité. Le service public n'a pas le droit de sortir d'une activité pour laquelle il a reçu un monopole particulier.
- * principe de neutralité. Le service public s'occupe de tout le monde sans options partisans, ethniques, religieuses, culturelles.
- * principe d'équilibre des comptes ou de facturation au coût de revient. Le service public n'a pas à être rentable. Il doit simplement répondre à la demande en calculant ses tarifs au plus près. C'est le principe d'équilibre des comptes, qui assure qu'une fourniture par le service public est obligatoirement moins chère que la gestion privée.
- * principe d'égalité de traitement. Cela se comprend à la fois entre usagers pour des fournitures équivalentes entre les différents terri-

toires du pays. Ce principe est en même temps un principe de solidarité, puisque le tarif est unique.

* principe d'obligation de desserte. Le service public doit fournir tout demandeur. Ce principe d'obligation de desserte, associé à celui de continuité du service, a pour principe supplémentaire d'assurer la sécurité et la tranquillité des usagers face aux incertitudes liées à la concurrence.

* principe de continuité du service (ou de sécurité). Le service doit être fourni en permanence et en toutes circonstances. Ce principe implique évidemment la sécurité des approvisionnements et la nécessité de dimensionner et d'anticiper les investissements pour faire face à l'évolution de la consommation, aux pointes d'utilisation, aux aléas climatiques, aux accidents, etc.

* principe de mutabilité. Le service public doit mettre en oeuvre et répercuter sur les usagers toutes les améliorations apportées par les techniques nouvelles, les procédés, les dispositifs plus avancés, les meilleurs modes d'organisation, afin d'améliorer la qualité des services et baisser leur prix.

La socialisation et l'approche multidimensionnelle amènent à ajouter à ces vieux principes celui de précaution (notamment pour la prise en compte des générations futures) et de décroissance : celui de la recherche permanente de solutions, de procédés, de méthodes, de techniques, économes en énergie et en ressources non renouvelables.

ACIER Mariage pour le Mittal et l'Arcelor

Ce 25 juin, le sidérurgiste Arcelor a fusionné avec Mittal Steel, numéro un mondial, dont il repoussait les avances financières depuis cinq mois. Un nouveau groupe naît, qui comptera 320.000 employés dans le monde et aura une capacité de production de 113 millions de tonnes, soit presque 4 fois plus que son premier concurrent, Nippon Steel. D'hostile, l'offre publique d'achat (OPA) de Mittal est-elle subitement devenue amicale ? Non, la proposition d'un rapprochement avec le russe Severstal pour contrer l'offre de Mittal a effrayé les actionnaires.

Les actionnaires sont les grands gagnants. Les différentes offres de Mittal, systématiquement repoussées quoique toujours plus élevées, ont permis une belle valorisation des actions. Au moment de l'accord, celles-ci ont plafonné à 40,37 euros contre 28,21 dans l'offre initiale de Mittal en date du 27 janvier. [1]

wallonne, qui possède une participation de 2,4% dans le capital d'Arcelor va vraisemblablement apporter ses titres dans le cadre de la fusion. Le Premier ministre Guy Verhofstadt estime, pour sa part, que « Mittal a en plus fourni des garanties écrites quant aux filiales belges d'Arcelor. » Des garanties qu'Atanasov signale n'avoir jamais vues... [3] Prudence, donc.

Alors qu'Arcelor a essayé de pousser les syndicats à prendre position contre Mittal, le volte-face du sidérurgiste européen rend désormais totalement transparent l'argument du patriotisme économique employé face à son concurrent indien : c'était bel et bien un leurre. « Ceci confirme que les discussions n'ont jamais porté sur les enjeux sociaux et industriels. Tout cela n'est qu'une question de partage de richesse entre des actionnaires, sous l'arbitrage de fonds de pension. Quand on pense que ce sont finalement les travailleurs qui alimentent ces fonds de pension, qui n'agissent en rien au mieux de leurs intérêts, on est en droit de se poser des questions... », fulmine Francis Gomez, président des métallurgistes liégeois de la FGTB. [4].

Le « patriotisme économique » (alias « chacun pour soi ») est la pire des pestes. D'une part parce qu'il n'est qu'un des visages du nationalisme guerrier d'autre part parce qu'il fait le jeu du patronat en opposant des travailleurs dont les intérêts sont pourtant identiques. Ce patriotisme économique incite à « manger avant d'être mangé. » Lorsqu'Arcelor a acquis de haute lutte le canadien Dofasco, les réactions n'ont bien entendu pas été les mêmes... C'est la logique de cette guerre économique : conquérir et ne rien céder. Le patriotisme en langage de businessman, ce n'est rien d'autre que la jungle capitaliste vaguement relookée.

Mais depuis le début de l'OPA les syndicalistes ont évité ce piège. Alors que certains entendaient défendre Arcelor au nom de la Belgique, alors que les pratiques sociales de Mittal étaient vivement dénoncées, Francis Gomez s'était indigné à juste titre le 1er février : « Je refuse qu'on présente Arcelor comme un modèle social. A Liège,

ce groupe a tué des milliers d'emplois en condamnant nos hauts fourneaux. Comment Mittal pourrait-il faire pire ? » Une évidence confirmée par Paul Liakos, secrétaire général de la CSC-Métal, à qui les événements donnent raison : « Les travailleurs sont perdants quoi qu'il arrive. Si Arcelor gagne, il serrera les boulons pour augmenter le cours de son action. Si Mittal gagne, ce sera la quête des synergies à tout prix. Nous n'avons pas à choisir entre ces deux requins sur lesquels personne n'a de prise. » [5]

Le conseil d'administration du nouvel ensemble sera composé de 6 membres nommés par Mittal et de 12 nommés par Arcelor dont 3 représentants les employés... Trois, pour les employés : une bagatelle. Dans ce dossier, l'autogestion prend toute sa dimension : la version boursière de la démocratie - pas d'actions, pas ou peu de voix... - ça suffit. Il est temps que travailleurs et usagers ne dépendent plus du bon vouloir des actionnaires, des intérêts financiers particuliers. Ce qui passe par la collaboration des travailleurs au niveau international... et régional.

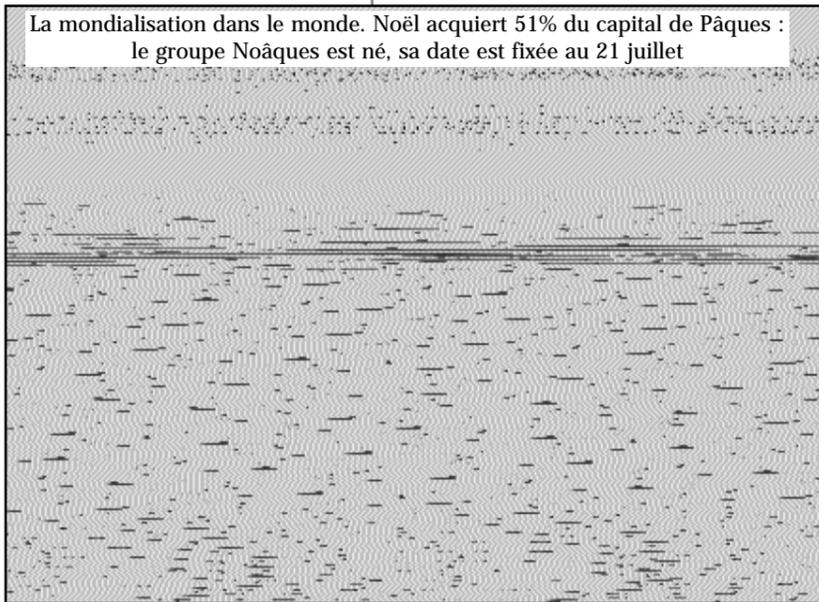
En Belgique, près de 15.000 salariés bossent pour Arcelor : principalement à Liège, Charleroi, Gand et Genk, autrement dit des deux côtés de la maudite frontière linguistique. La solidarité s'impose aux métallos FGTB du Nord au Sud du pays malgré la récente déchirure de leur Centrale syndicale en ailes flamande et wallonne. Les ridicules querelles de clocher montrent clairement leurs limites, face à la naissance du géant de l'acier.

Comment le nouveau groupe va-t-il se comporter ? La fusion unit le premier fournisseur mondial de l'industrie automobile (Arcelor) avec un producteur bien implanté dans des zones à forte croissance comme l'Europe de l'Est et l'Asie, ainsi qu'aux Etats-Unis (Mittal) [6]. Ce qui aura probablement des conséquences économiques et politiques. Un nouveau jeu de dominos vient-il de commencer au sein du monde des travailleurs ?

[1-2-4-6] *Le Soir* du 26 juin

[3] *L'Echo* du 27 juin

[5] *Le Soir* du 1er février



Les syndicats, eux, sont inquiets : « En Wallonie, même si nous faisons de la qualité, que pèserons-nous dans ce nouvel ensemble si la recherche de synergies devait conduire à de nouvelles fermetures d'outils ? », s'interroge Jordan Atanasov de la CSC-Métal [2].

Du côté du pouvoir politique, la Région

Le 16 juin, le Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH) a manifesté pour dénoncer la situation du logement dans la capitale. L'association avance des pistes. La Fédération anarchiste présente sa position. Et à Liège, une coopérative réinvente le logement social.

Urg. Bxl cherche log. sociaux

Ce 16 juin, près de 1.000 personnes ont défilé à l'appel du Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat (RBDH) qui entendait dénoncer la situation du logement dans la capitale « *parce que trop de familles attendent un logement social et que la construction de ceux-ci piétine ; parce que trop des familles sont étranglées par des loyers très chers.* »

L'asbl Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat demande au gouvernement bruxellois de doubler le nombre de logements sociaux, d'introduire une allocation loyer couplée à un encadrement des loyers. Le loyer représente en moyenne 30% du budget des familles bruxelloises. Et cela grimpe jusqu'à 64% du portefeuille pour 10% des familles les plus démunies. Le RBDH souligne que de plus en plus de ménages bruxellois sont quotidiennement confrontés à des choix impossibles : « *habiter un taudis ou un appartement trop petit, ou louer un appartement tout en sachant qu'on ne pourra pas payer le loyer, ou... quitter Bruxelles.* »

Officiellement, 25.000 ménages sont sur la liste d'attente pour un logement social mais ils seraient en réalité beaucoup plus. Selon le RBDH, il s'agirait de la moitié des ménages bruxellois.

Des données à mettre en parallèle avec les quelques 15.000 logements vides recensés.

Peu après les élections de 2004, le gouvernement bruxellois déclarait vouloir s'attaquer à la crise du logement. On annonçait la construction de 5.000 nouveaux logements publics en 5 ans. Un an et demi plus tard, on est encore loin du compte. La secrétaire d'Etat au Logement, Françoise Dupuis, cite le chiffre de 1.300 logements sociaux créés

depuis le début de la législature. Bien maigre, face à la situation endurée au quotidien par des milliers de familles. La secrétaire d'Etat Françoise Dupuis, de son côté, affirme vouloir faire avancer les dossiers, mais « *il est difficile d'aller plus vite que les procédures* », indique son porte-parole. Ces procédures de marché public, de demande et de respect des permis, mais aussi de consultation des riverains prennent du temps, indique-t-il.

Face à cette situation, le Rassemblement bruxellois demande :

- * de construire d'urgence plus de logements sociaux : autrement dit les 5000 logements publics pour la fin de la législature, et ce comme premier pas d'un doublement du nombre de logements sociaux dans la région.

- * d'introduire d'urgence une allocation loyer (liée à un encadrement des loyers) dans l'attente de logements sociaux en suffisance, afin de rendre le marché privé accessible aux familles les plus pauvres.

- * d'introduire d'urgence le contrôle des loyers, entre autres via la réforme de la fiscalité immobilière et par la mise en place des loyers de référence.

« Trop de temps a été perdu jusqu'à présent », estime le RBDH qui déclare ne plus croire le Gouvernement quand il dit de ne pas se faire de souci, que tout rentrera dans l'ordre : « l'avenir d'une génération est en jeu ».

Sources : <http://www.rbdh-bbrow.be>, *Le Soir* du 16 juin
photo <http://www.tchorski.be/>



« La propriété, c'est le vol ! »

Pour la Fédération anarchiste, c'est clair : l'expropriation et la gestion directe des logements et de la société s'imposent.

La crise du logement ne date pas d'hier, mais la spirale de la spéculation immobilière ainsi que la chasse aux pauvres et aux immigrés ont considérablement aggravé pour des milliers de personnes une situation déjà intolérable et scandaleuse. De plus en plus de gens se rendent compte que cette situation est insupportable et absurde.

En effet, comment admettre qu'un nombre croissant de personnes - parfois salariées comme en témoigne le phénomène des « working poors » ou disposant d'un salaire d'emploi à plein temps insuffisant pour payer un loyer - se retrouvent dans la rue ou sont logées dans des conditions désastreuses, alors qu'il y a tant de logements vides, logements qui servent principalement à la spéculation. Sans parler du manque de logements sociaux.

Mais le problème, plus large, est lié à l'évolution de l'exclusion et de la généralisation de la précarité. Si l'on continue à proposer de construire des logements ou à inciter les propriétaires à louer leurs logements vides, on ne résoudra pas fondamentalement le problème, car il y aura toujours plus de personnes qui ne pourront répondre aux exigences des bailleurs, qu'ils soient publics ou privés.

La crise du logement est une des conséquences du choix politique de la société dans laquelle nous vivons.

La société actuelle repose, notamment, sur deux piliers fondamentaux : la propriété privée et la hiérarchie sociale fondée, en partie, sur les revenus.

La propriété, c'est l'ensemble des moyens dont disposent des personnes pour en exploiter d'autres. Ainsi un capitaliste est propriétaire des moyens de productions et exploite des travailleurs. De même, un propriétaire possède des logements et exploite des locataires.

Dans une société de classes, les revenus seront toujours inégaux. Cette inégalité engendre inéluctablement la hiérarchie sociale, la domination. En outre, la réalité de la société capitaliste fait que les propriétaires des moyens de productions, de logements... sont toujours en position de force, position qui permet de maintenir leur hégémonie politique, idéologique et sociale sur l'ensemble de la société.

L'Etat, instrument de domination d'une classe sur l'autre, maintient ce rapport de forces et le droit à la propriété (qui est inscrit dans la Constitution). Pour remplir cette fonction de chien de garde du Capital, il dispose de nombreux outils : la police, les appareils judiciaires et carcéral et (en dernier recours) l'armée.

Ainsi, par rapport à la lutte pour un logement décent pour toutes et tous, les anarchistes affirment et luttent :

- afin que le droit de propriété cesse de prévaloir sur le fait de pouvoir vivre sainement et dignement. Le droit de propriété doit disparaître !

- afin que nos conditions de vie ne soient plus déterminées par nos revenus (salaires, allocations...) ; afin que chacune et chacun puisse se vêtir, se nourrir, se soigner, se loger et utiliser les transports en commun sans condition et gratuitement !

Il n'y a pas moyen d'aménager, de réformer, d'humaniser cette société : l'exclusion, la domination, la hiérarchie, le patriarcat et les inégalités sociales et économiques ne sont ni aménageables ni réformables.

Lutter pour que les individus puissent vivre dignement où ils l'entendent, pour que s'instaure un réel partage de la richesse sociale suppose d'en finir avec le capitalisme. Et cela passe par l'auto-gestion des logements et de la société.

[Fédération anarchiste]

Pour aller plus loin : *Le quartier, la commune, la ville... des espaces libertaires !*, Les Éditions du Monde libertaire, 2000, 48 p., 3 euros

A un jet de pavé du Palais de justice de Liège, le quartier Pierreuse palpète. Parmi les associations : la coopérative à finalité sociale « Les Tournières ». En 2003, lors de la mise en vente publique par le propriétaire des bâtiments du XVII^e hébergeant le centre culturel Barricade (qui se dresse rue Pierreuse), des habitants du quartier se sont mobilisés pour les racheter.

L'idée d'une coopérative pour défendre le quartier contre la spéculation immobilière trottait dans les esprits. L'envie de mettre en pratique le principe de l'achat groupé et de créer un projet de type social s'est alors concrétisée. Depuis la réussite du rachat des bâtiments du centre Barricade, une friche a été acquise rue En Glain pour préserver une certaine biodiversité en ville, ainsi qu'une maison qui abrite aujourd'hui plusieurs associations et un kot à projets lié aux magasins du monde Oxfam.

« Les Tournières » a acquis début 2006 plusieurs nouveaux bâtiments dans les rues Volière et Pierreuse. L'objectif est de permettre la rénovation des bâtiments et la pérennisation de l'action de l'association Espace fraternel créé par Germain Dufour, qui s'occupe d'hébergement et de réinsertion de personnes sans abri depuis 1987 en leur proposant de vivre au sein d'un habitat autogéré et, petit à petit, d'y retrouver des repères.

Dans les bâtiments restaurés : quatre logements d'insertion, un logement de transit, des espaces communs et une épicerie de quartier (ou toute autre affectation à vocation « sociale »).

La Ville de Liège a accepté de vendre ces maisons, dont elle est propriétaire, à un prix bas. Si une aide à la rénovation de la Région wallonne couvre une partie du coût des travaux (estimés à plus de 100.000 euros), les 40% restant devant être couverts par une nouvelle émission de parts coopératives. L'ouverture est prévue pour fin 2006.

Si vous êtes solidaires des actions des Tournières ou encore participez activement à la réalisation de ce projet de logements sociaux, n'hésitez pas à devenir cooépérateur ou à faire un don à la coopérative.

De la Barricade aux Tournières

LES OBJECTIFS DES TOURNIÈRES :

- * acquérir des bâtiments, et/ou des terrains, afin de les mettre à la disposition d'associations et de collectifs impliqués sur le terrain social, culturel, environnemental, de l'insertion professionnelle, de l'économie, de l'économie sociale et de l'éducation permanente.

- * restaurer et rénover ces bâtiments, ou d'aménager ces terrains, avec le souci de mettre en oeuvre les techniques et matériaux les plus respectueux de l'environnement.

- * affecter tout ou partie de ces bâtiments qui ne seraient pas occupés par ce type de projets, à du logement social ou à loyer modéré.

- * organiser ou favoriser des formations professionnelles dans le cadre de la restauration, la rénovation et l'entretien de ces bâtiments, ou de l'aménagement de ces terrains.

- * de favoriser les réseaux et échanges avec des projets similaires ou proches au niveau de l'objet social.

- * valoriser, encourager ou initier des dynamiques de propriété collective.

- * initier des projets de type social, culturel, environnemental, d'insertion professionnelle, d'économie, d'économie sociale ou d'éducation permanente.

- * développer le concept de placement socialement utile, l'épargne de proximité.

EN QUELQUES CHIFFRES...

- * 2 années et demi d'existence
- * plus de 150 coopérateurs à ce jour
- * plus de 550 parts prises par les coopérateurs
- * 6 administrateurs
- * 2 petites maisons rue Pierreuse
- * 1 grande bâtisse rue Volière
- * 1 friche écologique rue En Glain
- * des travaux entrepris pour un total de plus de 90.000 euros
- * 1 trimestriel d'information aux membres et aux sympathisants

Plus d'infos & soutien

www.lestournieres.be
Rue Pierreuse 19/21
4000 Liège
Compte Triodos: 523-0458762-27

Le 11 mai, une horrible démonstration a été faite à Anvers, où un tiers des habitants votent pour le Vlaams Belang : le discours du parti d'extrême droite peut tuer. Le VB avait appelé à s'armer, un homme est passé à l'acte... Ces meurtres sont survenus peu après une autre agression raciste à Bruges. Dans la nuit du 6 au 7 mai, un Français d'origine africaine a été

Couper le nerf de la guerre

Le 18 mai, soit une semaine après les meurtres racistes perpétrés à Anvers par un skinhead proche du Vlaams Belang, une requête demandant la suppression de la dotation publique du VB, parti ouvertement raciste et fasciste, a été introduite auprès du Conseil d'Etat. La décision du Conseil doit tomber endéans les six mois.

On espère une réponse positive : l'arrêt de la Cour de Cassation du 9 novembre 2004 a condamné le Vlaams Blok pour « incitation systématique à la haine, la violence et la discrimination. » De plus, le changement de nom du Vlaams Blok ne trompe personne : ce sont toujours les mêmes idées racistes et fascistes qui sont véhiculées par les mêmes personnes sous le logo du Vlaams Belang.

Quelques remarques s'imposent néanmoins. La requête n'est pas une fin en soi, elle n'est qu'un des moyens de lutter contre le racisme. Si une loi relative au financement des partis permet de supprimer la dotation attribuée à un parti hostile aux droits garantis par la Convention des droits de l'Homme et si le recours à cette loi permet de marquer des points dans la lutte antifasciste, celle-ci ne sera victorieuse que suite à un combat réel contre les idées liberticides qui touchent bien des milieux politiques. Ce combat passe par une lutte acharnée contre la mauvaise situation socio-économique et contre les inégalités sociales. Si souvent favorables aux thèses xénophobes et autoritaires.

Par ailleurs, la suppression de la dotation, si elle est décidée par le Conseil d'Etat, ne sera que provisoire... Et elle n'entraînera nullement la disparition du

Vlaams Belang, qui continuera à diffuser son venin dans la société. Y compris au sein des partis traditionnels. Quand bien même le Vlaams Belang

listes, sous prétexte de ne pas laisser le champ libre à l'extrême droite, sortent la carte sécuritaire face à l'émotion de citoyens - comme ce fut le cas lors du

les personnes sans titre de séjour, et ce malgré les menaces de poursuites judiciaires. Exiger leur régularisation. Se battre contre leur emprisonnement dans les centres fermés. Réagir systématiquement face aux dérives des organes démocratiques.

* Agir chaque jour contre ce qui oppose et sépare les humains. Contre le nationalisme d'où qu'il vienne, contre les replis identitaires. Lutter pour l'abolition réelle des frontières.

* Augmenter les visites au camp de Breendonk à l'école. Se souvenir que durant quatre ans, de 1940 à 1944, quatre mille prisonniers (des prisonniers politiques, des résistants, des otages) y ont séjourné. Se rappeler que ce « camp de la mort furtive » se trouve sur

le sol belge et que des SS belges y ont fait la loi. Analyser et déconstruire les discours racistes actuels.

* Briser la logique des écoles-ghettos, puisqu'on insiste sur le rôle fondamental de l'enseignement dans l'apprentissage du respect mutuel et de la démocratie. Appliquer réellement la diversité au sein des écoles gardiennes, primaires et secondaires. Disposer de moyens concrets, tant organisationnels

que financiers, pour que vive l'école multiculturelle et sans classe sociale, pour que s'applique pratiquement l'égalité des moyens d'instructions dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts, pour que les établissements scolaires ne soient plus le reflet des différentes classes sociales et origines géographiques.

* Lutter contre la mise en place des quartiers-ghettos. Assurer la mixité culturelle et sociale des villes. Ce qui passe par la lutte contre la spéculation immobilière, qui dévalorise certains quartiers au profit d'autres. Ce qui passe aussi par la construction et la rénovation des logements accessibles à toutes et tous, tant dans les centre-villes qu'en périphérie. Revaloriser les espaces verts et les lieux de vie associative. Se battre pour l'autogestion des logements, des commerces et des quartiers : la ville nous appartient.

Ces pistes s'inscrivent dans un objectif plus large : l'élaboration collective de l'égalité économique et sociale, d'une société libre et égalitaire.

devoir disparaître faute d'argent, ce qui est illusoire, il faut se souvenir que le VB n'est qu'une armature sur laquelle se greffent et grandissent des idées racistes, qui existent hélas aussi indépendamment de lui.

Elargir la réflexion

Si cette requête était nécessaire et urgente, elle n'en dispense pas pour autant les partis de gauche comme de droite, ni la presse, d'une réflexion sur les racines de la xénophobie et du racisme. Des corps sociaux entiers sont contaminés par un racisme qui ne dit pas son nom : trop souvent, des partis classiques et certains journaux relaient des positions pour le moins ambiguës et dangereuses sur la place des « étrangers » dans la société. La criminalisation de l'aide apportée aux sans-papiers par le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael n'est qu'un exemple de cette ambiguïté.

Deuxième remise en question : lorsque des hommes politiques et des journa-

meurtre d'un jeune homme à la gare Centrale durant les vacances de Pâques - ils permettent de facto à l'extrême droite de muscler encore un peu plus son discours fasciste. Et donc la renforce.

Et si ça ne fonctionnait pas ?

Il faut déjà préparer de nouveaux moyens de lutte et de nouveaux arguments au cas où le Conseil d'Etat juge la requête non fondée. Un rejet de la requête risquerait d'être assimilé par certains électeurs à une approbation des thèses véhiculées par le Vlaams Belang and Co.

Voici donc quelques pistes pour lutter face à l'augmentation de la xénophobie.

* Etre solidaire avec les étrangers, et tout particulièrement avec les plus fragilisés d'entre eux : les sans-papiers. Soutenir, aujourd'hui comme demain,

Pour aller plus loin

Manuel Abramowicz, « Guide des résistances à l'extrême droite », éd. Labor-RésistanceS, 2005, 250 p.

Pas avec mon argent

La FGTB et l'ASBL « vlaams belang » contre l'extrême droite s'opposent fermement au financement des partis d'extrême droite.

A la veille de la rentrée des déclarations fiscales, l'ASBL lance une action afin d'interpeller le Ministre des finances, Didier Reynders, sur la suppression de la dotation publique des partis antidémocratiques.

Si vous aussi, vous refusez de contribuer au financement des partis d'extrême droite, renvoyez le document joint par courriel à info@vlaamsbelang.be ou par courrier postal à l'adresse suivante :

ASBL contre l'extrême droite « vlaams belang »
Place Saint Paul, 9/11
4000 LIEGE

Une fois les documents récoltés, nous les apporterons, en personne à Didier Reynders.

Je soussigné,, défenseur des valeurs démocratiques qui régissent notre Etat et ses institutions, m'oppose au financement public des partis d'extrême droite. Ces organisations et leurs élus, régulièrement condamnés par la justice, menacent nos libertés individuelles et collectives. Je demande ainsi à nos dirigeants de prendre des mesures fermes quant à la dotation publique des partis antidémocratiques. Je vous demande donc de faire part de mon opposition aux autorités politiques compétentes.

D'avance je vous remercie et vous prie de bien vouloir accepter l'expression de mes sentiments les plus démocrates,

Signature :

N'hésitez pas à faire passer le mot.
Source : <http://www.vlaamsbelangasbl.be>

Nation condamné pour racisme

Nouveau camouflet pour les fachos belges cette année. Après l'inéligibilité qui frappe le président du Front national, des militants d'extrême droite du Mouvement pour la Nation ont été condamnés le 7 juin par le tribunal correctionnel de Bruxelles pour incitation à la haine et à la discrimination raciale. Ils avaient notamment comparé des sans-papiers avec du papier toilette. Hervé Van Laethem a écopé de 10 mois avec sursis. Les quatre autres prévenus se partagent des peines inférieures descendant jusqu'à six mois avec sursis.

Retour sur les faits. Début 2001, d'immenses tracts s'attaquant aux demandeurs d'asile avaient été distribués par le jeune mouvement Nation dans plusieurs communes de la capitale et à Liège. Aux alentours de juin 2001, le même groupuscule d'extrême droite bruxello-wallon avait commencé une campagne contre le « racisme anti-belge et anti-wallon. » Des distributions de tracts furent entamées, au début du mois de juin, à Bruxelles et dans la région liégeoise.

La dénonciation du racisme anti-belge (qui existe aussi, le racisme étant un fléau généralisé et fut signalé par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme bien avant la campagne de Nation) prenait néanmoins un virulent caractère raciste.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, l'organisme fédéral chargé notamment de faire appliquer la loi antiraciste, porta plainte contre les tracts de Nation.

Afin d'instruire cette plainte, le Parquet de Bruxelles ordonna des perquisitions aux domiciles des principaux dirigeants de ce mouvement. Le 25 juin 2001, la police a saisi chez eux la propagande raciste et les ordinateurs de Nation. Autre trouvaille des enquêteurs : des armes à feu ! Il faut savoir que le mouvement Nation veut « faire de la politique autrement. » Au vu de ce qui a été saisi, nous sommes curieux de savoir comment il compte s'y prendre.

On connaît hélas les dégâts que peut produire la propagande d'extrême droite. Les fascistes du Vlaams Blok-Belang ont appelé à s'armer. Un skinhead de 18 ans est entré dans une armurerie, puis a abattu des « étrangers ». C'était à Anvers, le 11 mai. Le recours aux tribunaux n'est qu'un moyen (temporaire) de combattre les partis xénophobes, il porte parfois ses fruits... Le problème est plus profond : cela va de l'indifférence aux problèmes légaux et économiques que rencontrent les « étrangers » sans-papiers jusqu'à la haine raciste.

Sources : *Le Soir* du 8 juin 2006, *Résistances* (3 juillet 2001)

violemment tabassé à mains nues par cinq skinheads, le plongeant dans le coma. Les faits parlent d'eux-mêmes : il faut toujours s'opposer aux méthodes nazies et construire des nouvelles formes de lutte antifasciste.

Et agir au quotidien

Grande-Bretagne Tabloïds contre la haine

La menace représentée par l'extrême droite en Grande-Bretagne continue à rester préoccupante, malgré la série de revers essayés depuis un an par le principal parti fasciste, le British National Party (BNP). Celui-ci progresse de façon inquiétante dans le vote ouvrier. C'est pourquoi le magazine antifasciste international Searchlight a renforcé au mois d'avril dernier sa campagne « Stop the BNP » par la publication de 16 éditions locales de tabloïds antifascistes, dans la perspective des élections locales du 4 mai dernier. Réalisées par des militants locaux, ces publications distribuées gratuitement, qui reprennent la forme des journaux populaires anglais, ont comme objectif de répondre à deux impératifs dans le combat engagé contre le BNP.

D'abord, en rappelant ses liens avec l'extrême droite radicale et violente, elles battent en brèche la stratégie du BNP qui cherche à acquérir une certaine respectabilité. Alors que le BNP prétend défendre la société anglaise du « terrorisme », il a lui-même été lié durant les vingt dernières années à un certain nombre d'organisations terroristes. A ainsi été évoquée l'appartenance au BNP de David Copeland, un poseur de bombes qui tua trois personnes dans des attentats au cœur d'un quartier londonien habité en majorité par des immigrés...

Ensuite, en démontant le discours raciste du BNP, en particulier son islamophobie. En effet, le BNP, depuis les attentats de Londres en juillet dernier, n'a eu de cesse de vouloir faire des élections locales

un « référendum sur l'Islam. » Un certain nombre de faits ont donc été rappelés, non seulement en ce qui concerne la réalité de l'Islam tel qu'il existe en Grande-Bretagne, mais aussi et surtout au sujet du rôle et de la place des personnes étrangères ou d'origine étrangère dans la société britannique. Ainsi, une recension de tous les mensonges publiés dans la propagande du BNP a été établie, et les tabloïds antifascistes informent également la population sur toutes les initiatives visant à une meilleure entente entre les communautés.

Enfin, le caractère massif de la campagne des tabloïds répond aussi à celle, tout aussi massive, développée par le BNP lors des dernières élections locales. À coups de lettres directement adressées aux habitants, avec (fausse) signature manuscrite et photo de la rue du destinataire, accompagnée d'une ou deux promesses du candidat, le BNP a personnalisé sa campagne avec une intensité inhabituelle : il importait donc de développer une riposte elle aussi locale, attractive, en partenariat avec tous ceux et toutes celles qui, au quotidien, luttent pour faire reculer le racisme et l'intolérance.

[No Pasaran]

LE BRITISH NATIONAL PARTY (BNP)

Créé en 1982, le BNP compte actuellement environ 8000 membres (contre 1200 en 1999), 22 conseillers municipaux et a obtenu aux dernières élections nationales 4,2% des voix. En décembre 2005, le BNP a créé son premier syndicat officiel.

Italie L'antifascisme ne s'arrête pas

Il y a un an, dans la nuit du 11 juin, à Turin, un escadron fasciste armé de couteaux et bâtons s'introduisit dans le squat Barocchio : deux anarchistes furent poignardés. L'un d'eux a dû être opéré d'urgence. C'est seulement par chance qu'il n'y a pas eu un mort. La semaine suivante, le 18 juin, un cortège de dénonciation fut chargé à la rue Po par la police qui mit deux manifestants en état d'arrestation. Un mois après, encore d'autres arrestations. Au total 10 antifascistes, qui passeront quelques semaines en prison et, en bonne partie, cinq autres mois assignés en résidence à domicile. Pendant la fuite consécutive à la charge de police furent endommagées quelques tables et chaises de bar ainsi qu'une vitrine. Tout ceci a valu l'accusation de « dévastation et pillage » : un délit qui coûte de 8 à 15 ans de réclusion.

Nous sommes face à un véritable détournement politique du droit : de simples « endommagements » donnent lieu à une accusation digne d'une période de guerre, de cataclysme.

Le 27 juin a commencé le procès des 10 antifascistes turinois. Le procès a une valeur qui va dépasser ce dossier. Le délit pour lequel ils sont poursuivis et pour lequel ils risquent des longues années de détention est, intrinsèquement, un délit de nature collective, puisqu'il va au-delà des responsabilités individuelles. L'accusation de « dévastation et pillage » manifeste la claire volonté de criminaliser les manifestations publiques. Il n'y a aucune preuve à charge des 10 copains. Mais qu'importe ? À entendre le Ministère Public, l'intention suffirait. Et qu'il y avait l'intention, ils le déduisent des biographies politiques rédigées par les fonctionnaires de police. Autrement dit : ils sont coupables parce qu'anarchistes ou opposants, bien au-delà de la responsabilité individuelle concernant les faits dont ils sont accusés.

Si le théorème des magistrats turinois devait passer, les premiers à payer seraient nos copains, mais très vite ce serait le tour de quiconque manifesterait publiquement son

opposition à l'ordre établi. En ligne de mire : les antifascistes arrêtés à Milan pour la manifestation du 11 mars contre l'indécent défilé fasciste dans le centre-ville. Ils sont accusés de « dévastation et pillage ». Également visés : les « No TAV », les opposants au chantier du TGV Lyon-Turin, qui le 8 décembre à Venaus, en Val Susa (entre le col du Mont-Cenis et Turin), se réapproprièrent les terrains évacués avec violence par les pilleurs et les dévastateurs du lobby TAViste. Eux aussi sont poursuivis pour « dévastation et pillage ».

Avec ce délire juridique on veut frapper et criminaliser la simple participation aux manifestations, on veut attaquer la liberté de participer activement aux luttes en exprimant ses idées.

Pour le 27 juin, les antifascistes en procès ont lancé un appel à la solidarité. Un rassemblement a été organisé au tribunal de Turin.

Traduction par [Evelina et Xavier]

Belgique Violences illimitées

Les assassinats perpétrés à Anvers le 11 mai par un skinhead proche du Vlaams Belang ne sont que les derniers méfaits commis par un activiste d'extrême droite. Trafics d'armes, ratonnades, bagarres, passages à tabac, incendies, actions commandos, fusillades et assassinats, les cas sont nombreux. Voici une toute petite sélection de faits commis ces dix dernières années.

En 1997, un échevin anversois du VLD porte plainte contre deux dirigeants du Vlaams Blok (VB) pour coups et blessures sur des policiers. En mars 1999, un complexe de kots est incendié à Molenbeek. L'auteur de cet acte criminel avouera l'avoir commis par « haine des Noirs, des Arabes... » Plusieurs colleurs d'affiches du PS sont attaqués par des militants du FN, durant la campagne

électorale de 1999. Parmi les victimes des frontistes, une femme enceinte !

Lors de l'Euro 2000, en juin, des actes de violence ont lieu entre des « supporters belges de tendance nationaliste », membres de plusieurs « Sides », et des jeunes bruxellois héritiers de l'immigration nord-africaine. Les premiers, parmi lesquels des skinheads hooligans, sont entièrement soutenus par le mouvement Nation. Celui-ci va d'ailleurs se féliciter de ces incidents, produisant ainsi chez les honnêtes citoyens un réel sentiment d'insécurité.

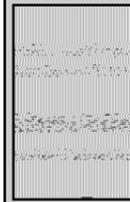
Lors du pèlerinage de l'Yser de 2001, en marge des festivités organisées par l'extrême droite flamande, un ressortissant égyptien est tabassé par des skinheads néonazis et

laissé pour mort. L'année suivante, un de ceux-ci abat à l'arme à feu deux jeunes durant une fête scout. Cet ex-membre du service d'ordre du VB, connu aussi pour son antisémitisme obsessionnel, sera condamné à trente ans de prison en février 2005. Entre temps, en mai 2002, les parents d'une famille marocaine de Schaarbeek, les Isnani, sont assassinés par leur voisin, un vieux militant du Vlaams Blok.

L'extrême droite, qui prône le « retour à la sécurité », représente pourtant un réel danger public. D'autant plus que certains de ses militants impliqués dans des faits divers sont aujourd'hui toujours actifs dans des partis antidémocratiques, souvent même au sein de leur direction.

[Manuel Abramowicz, Résistances.be]

Dans la poche gauche

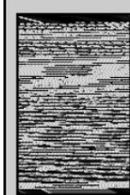


Jocelyn Bézecourt et Gérard da Silva, *Contre Benoît XVI, Le Vatican, ennemi des libertés*, éd. Syllepse, 216 p., 2006, 15 euros.

Montrer quelles sont les véritables positions du Vatican quant aux moeurs, à l'antisémitisme, à l'Inquisition, à l'Index, au libéralisme économique, au culte politique de Marie, à la laïcité, aux sciences, à l'extrême droite... Réagir contre la mise en vedette médiatico-politique démesurée de la théocratie vaticane. Pour ce faire, ce livre, et c'est une première, tient ses preuves de l'examen des textes dogmatiques ayant force de loi pour le catholicisme : encycliques, motu proprio, catéchisme de l'Église, ouvrages et propos théologiques de Jean-Paul II et de Joseph Ratzinger, textes de la Congrégation pour la doctrine de la foi (ex-Inquisition), que ce dernier dirigea de 1982 à 2005.

Réfractations n°16, *Les enfants, les jeunes... c'est l'anarchie !*, printemps 2006, 12 euros.

Depuis plusieurs années, on tente de contrôler l'incontrôlable, en particulier en prônant un retour aux vieilles méthodes d'éducation « qui ont fait leurs preuves » et en même temps en renforçant la répression aux dépens de l'éducation. On construit des prisons pour mineurs, des Centres d'éducation fermés. La peur des enfants, c'est ce dont il est question. Peur de l'enfant qui est en nous et qui risque de ressurgir, une peur qu'on tente de conjurer par l'alliance de la psychologie, de la police et de l'éducation. On évoquera, bien sûr les problèmes des « cités » : immigration, mixité. Ainsi que la répression qui s'abat sur les plus fragiles : les enfants sans papiers. Quelle est la part des véritables problèmes et des projections ?

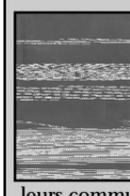


Michel Bakounine, *Vision anarchiste et syndicaliste*, éd. CNT-RP, Paris, 69 p., 2006, 10 euros.

Ce sont les bases essentielles d'un syndicalisme libertaire, toujours actuelles, que nous livre le « camarade vitamine », tout en nous alertant sur les risques du réformisme et de la bureaucratie. On peut aussi mettre en perspective ces « fondamentaux » du syndicalisme révolutionnaire avec ce qui se fait aujourd'hui dans les grandes centrales.

Alèssi Dell'Umbria, *C'est de la racaille ? Eh bien, j'en suis ! À propos de la révolte de l'automne 2005*, éd. L'Echappée, 96 p., 2006, 7 euros.

L'auteur n'est ni sociologue ni journaliste. Au début des années quatre-vingt, il participe à la première vague de révolte des banlieues. Il assiste ensuite, impuissant, à sa défaite, à sa récupération et à la mise en place d'un véritable apartheid social. Ce texte incisif replace les événements de l'automne 2005 dans le contexte d'une désintégration sociale et d'un renforcement de l'État-Léviathan. Son propos dépasse d'emblée le faux débat opposant intégration républicaine et communautarisme religieux. Loin de tout discours moralisant ou victimisant, l'auteur s'adresse, d'égal à égal, aux révoltés des banlieues pauvres. Il apporte ainsi sa contribution au devenir de la révolte.

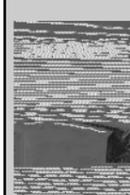


Colin Ward, *Les voleurs d'eau. Les déboires marchands d'un bien commun*, éd. Atelier de Création Libertaire, avril 2006, 2006, 14 euros.

L'habitation humaine commença là où l'on entrevit une possibilité d'établir une vie durable sur une terre fertile, là où l'eau était plus ou moins régulièrement disponible. Les habitants créèrent donc à l'usage de leurs communautés des arrangements sociaux pour partager la terre et l'eau. Parce qu'elle est fixe et stable, la terre peut être divisée par des haies et des murs. On peut donc soit la posséder en commun soit, comme dans de nombreux pays, en faire la base de la propriété privée, de la richesse personnelle et des héritages. Au contraire, l'eau doit demeurer la propriété commune parce qu'elle ne reste pas là où elle se trouve. Depuis des milliers d'années, les législations du monde entier acceptent et insistent sur le fait qu'il ne saurait exister de propriété de l'eau courante.

Teodosio Vertone, *L'Œuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de la tradition libertaire*, 50 p., 2006 (1ère édition : 1985), 5 euros.

La dominante libertaire de la pensée de Camus a été sans doute plus d'une fois mise en lumière. Mais une démonstration cohérente et rigoureusement argumentée restait à faire.



Michel Bakounine, *Dieu et l'Etat*, éd. Labor, 139 p., 2006, 15 euros.

Quels sont les processus de mensonge et de crédulité qui ont conduit la majorité des populations à subir exploitation, guerres et misère au profit d'une minorité de nantis ? La religion ! Source d'esclavage, elle a servi à asseoir toutes les autorités temporelles. Et si cela ne suffit pas, la violence et l'injustice entrent en jeu. « Si Dieu est, l'homme est esclave ; or l'homme peut, doit être libre, donc Dieu n'existe pas. » Répondant à Voltaire, Bakounine tonne : « Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître. » Ses paroles résonnent étrangement dans notre monde actuel où l'obscurantisme et les religions reprennent du poil...

Depuis 16 mois, des manifestations sont organisées chaque vendredi à Bil'in par les Anarchistes israéliens contre le Mur. Liat Shlezinger s'est intéressée à l'un d'entre eux, l'ainé. L'article qui suit a été publié le 28 mai 2006 dans « Maariv », l'un des deux principaux quotidiens d'Israël.

Le vieil homme et le sang

Manifester contre le Mur

Ilan Shalif a déjà 70 ans mais cela ne l'empêche pas de se rendre chaque vendredi à la manifestation contre le Mur de séparation à Bil'in et de s'opposer aux soldats israéliens.

« Armé » seulement d'une bouteille d'eau, Ilan Shalif est en route vers une autre bataille contre la barrière de séparation. Chaque vendredi, depuis un an et demi, comme une montre dont la batterie ne s'épuise jamais, il fait la route de Tel-Aviv au village palestinien de Bil'in. Il n'a pas manqué une seule manifestation. Sauf, lorsqu'on lui a interdit de se rendre à Bil'in, après avoir été libéré par la police, et quand il a eu une opération à cœur ouvert. Mais, une semaine plus tard il était de nouveau avec les jeunes Anarchistes israéliens contre le Mur et esquivaient les balles en caoutchouc, qui sifflaient.

Dans le village de Bil'in, où les manifestations les plus violentes de la gauche ont eu récemment lieu, les gens sont « fous » de lui. Ils l'appellent « grand-papa ». Tandis que d'autres de son âge préfèrent passer leur temps avec leurs petits-enfants, Shalif, à 70 ans, préfère passer ses vendredis en compagnie des grenades de choc et des gaz lacrymogènes.

Chaque manifestation à Bil'in commence par une longue marche accompagnée par le chant des villageois et des manifestants, qui agitent des drapeaux tout le trajet jusqu'au point de confrontation avec les soldats présents à la barrière qui sépare les terres du village et le secteur de Modi'in Illit, la colonie construite sur les terres de Bil'in et d'autres villages palestiniens voisins. Shalif marche rapidement sous le soleil chaud et se trouve à la tête de la manifestation. Quand la confrontation entre les manifestants et les soldats commence, il s'assied sur une des grandes pierres et regarde autour de lui. De temps en temps, il essuie son front et nettoie ses lunettes.

Son fils Gal (42 ans) est assis juste derrière lui. Il pose une main ferme sur son épaule à chaque fois qu'il veut rejoindre les manifestants en train de s'opposer aux soldats. « Papa, assieds-toi », lui dit-il d'une voix autoritaire. « Papa, ça suffit. Pas cette fois. Ce n'est plus pour toi. Papa, ça n'ira pas de cette manière. » Il s'inquiète pour son père. Chaque vendredi, Gal sert de chauffeur à Ilan jusqu'à Bil'in, puis jusqu'à Tel-Aviv. Mais surtout, Gal se définit comme « la garde personnelle » de son père.

« Je connais mon père... Si je ne vais pas avec lui, il fera quelque chose stupide et sera blessé. C'est une personne d'un certain âge mais qui se comporte souvent comme un enfant », dit-il en souriant. Ilan est fragile du cœur depuis son opération quelques semaines plus tôt. Gal a accepté de l'accompagner aux manifestations contre la promesse de rester prudent.

La manifestation devient plus violente, même en comparaison avec celles des dernières semaines. Trois manifestants sont conduits vers l'hôpital. Gal semble inquiet. « Bientôt, on ouvrira mon père pour une opération », dit-il. « Je n'ai pas l'intention de le laisser ouvrir ici, avec des bâtons. »

En dépit de la difficulté d'être le garde du corps d'un rebelle de 70 ans, il le regarde avec une grande fierté. « Je ne serais pas ici si je n'avais pas dû le protéger. Je n'ai pas le courage de me battre pour les choses auxquelles je crois, mais lui bien. C'est pourquoi je l'admire. »

Le village de Bil'in est situé à l'Est de la colonie de Modi'in Illit. Les manifestations qui ont lieu là chaque vendredi depuis un an et demi font partie de la lutte des habitants du village palestinien con-

village, dit que l'une des choses les plus encourageantes à ses yeux est de voir Shalif chaque vendredi. « Fermeture, couvre-feu ou tir, je verrai toujours Ilan et ses cheveux gris ici », dit-il tout en essayant de retenir les jeunes lanceurs de pierres.

« Wow, respect ! » s'exclame bruyamment une jeune femme aux cheveux noirs et rouges courts quand elle remarque la présence d'Ilan en ces lieux. « C'est un endroit très dangereux, et j'hésite chaque fois que je dois venir. Et de le voir, malgré son âge et tout, j'ai vraiment un grand respect. »

Roni Barkan des « Anarchistes contre le Mur » voit dans Shalif un modèle personnel. « Je ne m'exprime presque jamais de cette manière, mais à mes yeux il mérite vraiment l'admiration. Ce qui est si beau chez Ilan c'est qu'il a peut-être 70 ans mais il fait ce qui lui semble juste et il vit sa vie de cette façon, en dépit du prix qu'il doit payer. »

Shalif lui-même, d'autre part, ne se sent pas différent quand il regarde la foule jeune qui participe à ces manifs.

Rebelle depuis toujours

Tandis que le reste de ses amis à Jérusalem attendaient avec intérêt leur service militaire, il l'a éludé, grâce à une fracture de la main, une chose dont il est fier aujourd'hui. « J'ai perdu mes illusions sur le sionisme de Ben Gurion (le premier Premier ministre d'Israël, en 1948) plus rapidement que prévu. Ce n'était pas pour moi », dit-il. En 1967 (lors de la guerre d'occupation du 6 juin), il s'est retrouvé dans le mouvement d'extrême gauche « Matspen », qui a entre autres soutenu politiquement et encouragé l'objection de conscience totale. « Je me suis déplacé d'un endroit à l'autre vivant dans les kibbutzim, et nous avons même été expulsés avec mon épouse Aliza du kibbutz de Negba où nous avons vécu, en raison de mes avis radicaux. Principalement, en raison des activités politiques anti-sionistes que j'ai refusé d'arrêter. J'ai toujours su que j'étais extrêmement radical et j'ai enfin trouvé des gens avec qui je suis d'accord. » Plus tard, il s'est installé à Tel-Aviv et y a accompli un doctorat en psychologie.

Tout au long de ses années d'activisme gauchiste, il était bien connu des personnes d'autres organisations et de la police, qui l'a détenu pour interrogation plusieurs fois après de violentes manifestations auxquelles il avait participé. Aujourd'hui, il passe son temps à surfer sur Internet et à traduire des textes pour un site anarchiste international. Il est membre du collectif de l'agence de presse Ainfos.ca depuis 1996. Quand Shalif parle, il emploie le « vous ». Il ne se sent pas faire partie de nous, les Israéliens, et il ne désire même pas se sentir comme tel, « merci beaucoup ». Il ne se rappelle pas quand il a voté pour la dernière fois lors d'élections pour le Parlement. « Mes sentiments à propos d'Israël sont comme un voyageur du temps qui est coincé ici sans pouvoir continuer son voyage. Je crois en un monde non-hiérarchique, dans lequel il y a la liberté, l'égalité et la fraternité. Un monde sans exploitants ni exploités, où les gens prennent eux-mêmes leurs décisions. »

- Liat Shlezinger : Ne vous sentez-vous pas un peu isolé parfois ? Nous cherchons tous une sorte d'appartenance de temps en temps.

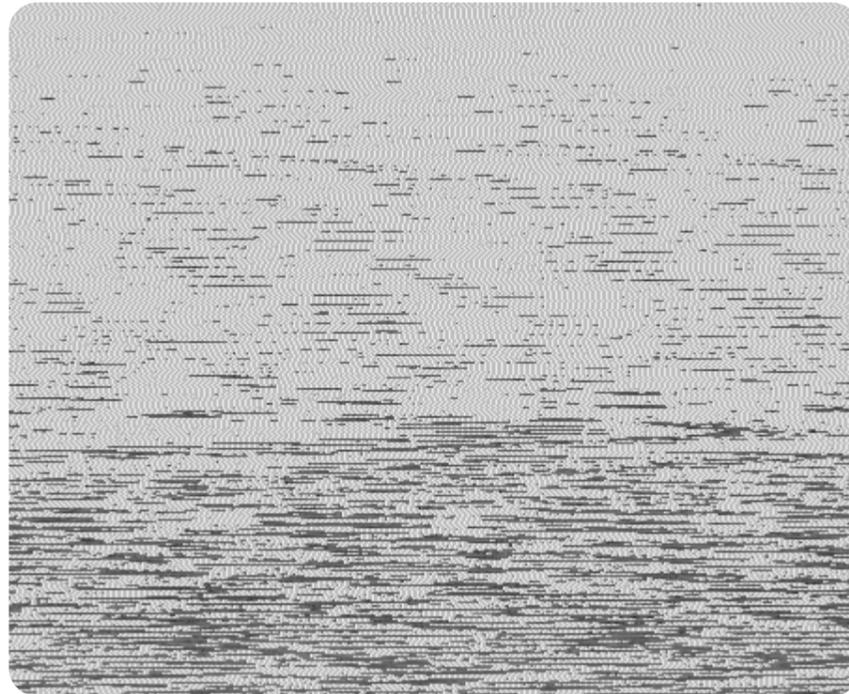
- Ilan Shalif : « Certainement pas. Je n'ai pas besoin du faux sentiment d'intimité de la nation. Ce sont des substituts fictifs qui servent à nous donner un sentiment agréable. J'ai mes amis ici à Bil'in, j'ai de vrais amis chez les Matspen que je rencontre deux fois par mois. Je n'ai pas besoin d'État. »

Bien que la plupart des jeunes Israéliens aient une meilleure idée de là où vit la pop star Maya Buskila que d'où se situe le village de Bil'in, Shalif estime que sa lutte lors des décennies passées n'a pas été vaine. « En 1968, nous étions 18 « utopistes » qui avons pleuré et maudit l'occupation mais maintenant la majorité croit qu'il est nécessaire de se retirer des territoires occupés. J'ai écrit un poème sur la façon dont chaque épaule aide à faire tourner la roue de l'histoire, et que cela prendra un bon moment pour la faire tourner. Cela peut se produire après beaucoup, beaucoup d'années, mais, à la fin, la révolution viendra, j'en suis certain. »

Pour en savoir plus et soutenir :

Anarchistes contre le Mur,
<http://www.awalls.org/>

Le Soir du 19 juin 2006, Métro du 23 juin 2006,
<http://ainfos.ca>, <http://www.anarkismo.net>



tre la barrière de séparation qui menace de les priver d'environ 60% de leurs terres cultivables. Sur ces terres, les villageois cultivent des oliviers, et c'est précisément là que les nouveaux quartiers résidentiels de la colonie de Modi'in Illit doivent être construits. Dix jours plus tôt, les citoyens de Bil'in ont même demandé à la Cour suprême de Justice israélienne d'empêcher la confiscation des terres. Les manifestations de Bil'in voient également la participation d'activistes israéliens de gauche, dont beaucoup d'extrême gauche comme les « Anarchistes contre le Mur », qui viennent du centre d'Israël et manifestent côte à côte avec les Palestiniens.

La manifestation suit son itinéraire selon un rituel connu par les manifestants et les soldats. D'abord, les villageois marchent jusqu'au tracé de la barrière de séparation, où les soldats et la police des frontières les attendent, équipés de gaz lacrymogènes, de grenades de choc, et d'autres munitions destinées à disperser des manifestations. Du côté palestinien, plusieurs jeunes s'arment de pierres. Plusieurs manifestants israéliens ont été blessés ici.

« Si les manifestants de gauche n'étaient pas ici, la lutte serait vue sous un tout autre jour », expliquent les représentants du comité populaire du village. « Leur présence et celle de la presse nous protègent de la violence des soldats qui savent qu'ils sont surveillés et qu'ils ne peuvent donc pas faire ce qu'ils veulent. Nous réussirons car nous sommes têtus, et chaque vendredi, sans exception, nous continuerons à venir ici avec les Israéliens et les activistes internationaux et nous manifesterons jusqu'à ce que nos terres nous soient rendues. »

Acram Hatib, activiste palestinien et membre du comité populaire du

ISRAËL - PALESTINE

Le 29 juin, Israël a arrêté, en Cisjordanie, un tiers du gouvernement dirigé par le mouvement islamiste Hamas alors que se poursuivait dans la bande de Gaza l'offensive lancée suite à l'enlèvement d'un soldat cinq jours plus tôt, lors d'un accrochage avec des éléments de la résistance armée palestinienne.

Plus d'une soixantaine de ministres, députés, maires et autres responsables politiques du Hamas ont été arrêtés au cours d'une arrestation sans précédent par son ampleur. « Cette mesure a été prise, car il a été prouvé que le Hamas au pouvoir met en oeuvre sa stratégie terroriste et l'accentue même par les tirs de roquettes contre la population civile en Israël et l'enlèvement d'un soldat lors d'une attaque d'un poste en Israël », a expliqué le ministère des Affaires étrangères.

Si aucun affrontement n'a encore eu lieu, une série de raids aériens a privé la bande de Gaza d'électricité et d'eau courante. Plusieurs ponts ont également été détruits.

Une telle offensive laisse penser que l'armée israélienne veut torpiller l'accord inter-palestinien, accepté par une partie du Hamas (dont la plupart des membres du gouvernement viennent d'être arrêtés). L'accord passé le 27 juin concerne un texte en 18 points dont certains prévoient le retour des réfugiés, l'arrêt des attentats suicides à l'intérieur de l'Etat israélien, ainsi que la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël et non à sa place.

Peu de temps auparavant, ce texte avait provoqué des affrontements entre les fidèles du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et les militants du Hamas, à la tête du gouvernement. Voilà qui relance la violence dans les Territoires occupés, alors que la paix semblait y revenir.

La violence générée par les Etats vers l'extérieur (entre régions) ou vers l'intérieur (entre factions) semble ne pas vouloir cesser au Proche-Orient. Deux Etats, ce sont deux Etats de trop.

Noam Chomsky, intellectuel dissident nord-américain, analyste politique et linguiste, répondait en mars dernier au bimensuel espagnol *Diagonal*. Dans une interview en trois parties, il refait un historique détaillé de l'évolution de l'Amérique latine et de la politique de domination des Etats-Unis.

« Les Etats-Unis ont de sérieux problèmes »

Diagonal : Après la victoire électorale de Evo Morales en Bolivie, le pays paraît hors de contrôle des Etats-Unis. Et ce n'est pas le seul qui offre des alternatives au modèle étasunien. Comment croyez-vous que cela va évoluer ?

Noam Chomsky : Il n'y a aucun doute sur le fait que Washington est très embarrassé par cette situation ; mais d'un autre côté, ça fait longtemps que la Bolivie avait commencé à fonctionner hors du système étasunien. C'est une région traditionnellement sous la domination des Etats-Unis, surtout depuis la Deuxième guerre mondiale, et certaines zones depuis bien avant.

Le Venezuela a été conquis essentiellement par les Etats-Unis dans les années 20, au début de l'aire du pétrole, lorsqu'on a découvert les énormes ressources du pays. A part ce cas là et celui du Canal de Panama, leur contrôle ne s'est étendu au reste de l'Amérique du Sud que jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. Après la guerre, l'Europe a été expulsée et le continent est passé sous la domination de Washington, qui d'une certaine façon, a toujours maintenu son contrôle en sponsorisant les coups d'Etat et en aidant les groupes rebelles. Et cela a été facile parce qu'il n'y a presque jamais eu d'oppositions - à part la résistance des populations locales - au renversement des gouvernements ou aux massacres avec une totale impunité.

Au cours de cette dernière décennie, le système de domination a commencé à se fissurer, le continent a commencé à avancer vers des stades d'indépendance que Washington ne veut plus tolérer, même s'il ne peut pas faire grand-chose à ce sujet. Les élections brésiliennes, par exemple, ont été au centre des préoccupations. Toutefois sans gravité puisque Lula n'a pas suivi une politique de gauche, mais a suivi celle de ses prédécesseurs. Mais même ainsi, le Brésil représente un élément d'indépendance qui ne plaît pas aux Etats-Unis. En Argentine, Kirchner a dit au FMI qu'il s'en aille de la région et Washington n'a rien pu faire. Ce fut un coup dur pour la Maison Blanche vu que le FMI est quasiment une extension de leur Ministère du Trésor et c'est le garde du corps des investisseurs, comme dans les vieux films de gangsters. C'est en ces termes que Rodrigo Rato, directeur du FMI en personne, l'a qualifié : « garde du corps de la communauté des investisseurs. » Mais Kirchner et Lula n'ont pas vraiment accepté ce jeu. Pour cette raison, l'Argentine et le Brésil ont pu rester hors de contrôle du FMI.

Il va sans dire que l'unique coup réel à la domination étasunienne a été Chavez. Les Etats-Unis ont essayé d'appuyer, voire organiser, directement le coup d'Etat militaire de 2002 pour destituer le gouvernement de Chavez. A cette occasion, les Etats-Unis ont dû se retirer au plus vite de la partie à cause de l'énorme protestation de tout le continent, où les gens comprennent la démocratie de manière plus sérieuse que nous ne le faisons aux Etats-Unis. Puis, les Etats-Unis ont opté pour la subversion interne, appelée « soutien à la démocratie », ce qui signifie appuyer les groupes qui s'opposent au gouvernement, comme le groupe des patrons.

C'est une tradition. Quand Haïti a eu ses premières élections libres et Aristide fut élu en 1991, les Etats-Unis, scandalisés, ont changé leur programme d'aide pour faire en sorte qu'elles aillent à l'opposition. Là encore, l'USAID a financé des projets « d'aide à la démocratie » : efforts pour soutenir les classes riches et les militaires et miner le gouvernement. Tout cela a abouti à un coup d'Etat militaire quelques mois plus tard. Ce sont principalement des opérations subversives.

Il existe une autre technique traditionnelle : si l'opposition est trop faible et qu'elle n'a pas la possibilité de réunir une représentation politique conséquente aux élections, l'alternative est de délégitimer les élections. La technique utilisée consiste alors à convaincre l'opposition de ne pas participer aux élections et faire croire qu'on est face à une dictature.

D : Cela s'est produit il y a quelques mois au Venezuela.

N.Ch. : Exactement, et c'est ce modèle qui a été utilisé plusieurs fois, comme il l'a été en Haïti en 2004. Aussi au Nicaragua en 1984. Dans l'historiographie occidentale de telles élections n'ont pas existé ; mais dans la réalité elles ont existé et ont probablement été les élections les plus surveillées du moins à cette époque. Nombreux sont ceux qui les ont ratifiées et qui les ont définies comme honnêtes, mais les Etats-Unis ne pouvaient pas le tolérer. Ainsi, ils ont choisi un candidat de l'opposition qui travaillait également pour la CIA et l'ont fait se retirer des élections pour faire croire à une dictature. La presse a coopéré en supprimant tout ce qui touchait au processus électoral et a parlé seulement d'une dictature fasciste. Ce qui a ouvert les portes à l'expansion de la guerre nord-américaine contre le « terrorisme » au Nicaragua, et a conduit à la destruction du pays.

C'est ce qui se passe en ce moment au Venezuela. Si vous lisez les grands journaux qui traitent de l'Amérique Latine, comme le *Miami Herald*, ils disent que les Etats-Unis appuient des « éléments pro-démocratie anti-Chavez ». Selon cette logique, il n'est pas possible d'être pro-Chavez et pro-démocrate, parce que la ligne américaine est diamétralement opposée. Peu importe si Chavez a obtenu presque 80% de popularité ou que le Venezuela guide le continent entier en soutenant des gouvernements démocratiquement élus. Ce n'est pas pertinent. Ce qui vient de Washington, du leader, c'est la vérité unique et la presse se soumet et suit ce qu'on lui dicte. C'est ainsi que les seuls éléments pro-démocrates sont anti-Chavez et de cette façon la subversion reste évidente.

Il est intéressant d'analyser la réaction de l'Occident. Supposons un moment que l'Iran ait soutenu un coup d'Etat aux Etats-Unis et que le gouvernement ait été renversé. Imaginons que l'Iran ait dépensé d'énormes sommes pour maintenir des éléments pro-démocratie anti-Bush. Ce n'est même pas imaginable. Pour observer ces faits et ne pas comprendre ce qu'ils signifient en réalité, il est nécessaire d'avoir une mentalité impérialiste bien ancrée, pure et radicale avec des siècles d'expérience passés à écraser les autres.

L'opposition aux Etats-Unis est en train de s'étendre aux régions du Sud. La Bolivie a élu il y a peu son nouveau président populaire de centre-gauche, le Pérou fera probablement la même chose d'ici peu (NDLR : un second tour a eu lieu le 4 juin 2006) et l'Equateur prend plus ou moins la même direction...

Les indigènes de la région qui représentent une grande partie de la population, s'organisent pour la première fois de manière unitaire et demandent des droits. C'est le début de ce que certains appellent déjà « la nation indigène », qui va de la Bolivie à l'Equateur et où les indigènes sont majoritaires. Ces derniers non seulement refusent que les ressources naturelles soient volées par l'Occident, mais ils veulent les contrôler personnellement même ils ne sont pas intéressés par leur exploitation. Il n'est pas du tout évident pour un paysan équatorien de renoncer à ses terres pour que des gens puissent conduire leur 4x4 dans le trafic newyorkais. C'est pour cela qu'ils font pression pour préserver leurs vies et celle de leur communauté et pour contrôler les ressources.

Ceci est terrible pour les pouvoirs occidentaux et pour les Etats-Unis, habitués à traiter le reste du monde comme un terrain de jeu, à saccager et à écraser les gens en récitant une jolie phrase sur la démocratie. Bref, en faisant ce qu'ils veulent. Mais cela ne fonctionne déjà plus du Venezuela à l'Argentine et il est très probable que nous voyions un gouvernement de centre-gauche prendre le pouvoir bientôt au Mexique.

Les seules zones encore sous contrôle étasunien sont l'Amérique Centrale (suite à une décennie de guerres brutales et meurtrières menées par l'administration Reagan, qui ont causé la mort de centaines de milliers de personnes et ont détruit des populations entières) et la Colombie qui n'a toujours pas commencé à avancer vers l'indépendance. Beaucoup de choses sont en train de se passer et tout fait partie d'un contexte mondial fortement défavorable aux Etats-Unis. Pour la première fois de son histoire, l'Amérique Latine commence à se réunifier. Les modèles coloniaux des Espagnols d'abord et ensuite ceux

C'est une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis sont obsédés par la Chine. Elle n'est pas une menace militaire, simplement elle n'accepte pas l'intimidation. Si bien que lorsque les Etats-Unis tentent d'isoler l'Iran, les multinationales européennes retirent leurs investissements (comme British Petroleum par exemple). La Chine au contraire reste, voire investit davantage. Il en va de même avec l'Amérique du Sud : le commerce entre la Chine et l'Amérique Latine est en pleine croissance. Les accords avec la Chine décollent lentement, tout comme les accords avec l'Europe d'ailleurs, et aussi de plus en plus d'accords Sud-Sud commencent à apparaître.

D : Et cela est totalement nouveau...

N.Ch. : Absolument. Le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde, entre autres, ont formé une alliance indépendante au Sud. Et cela est en train d'échapper au contrôle de Washington. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont usurpé un contrôle quasi-total sur la planète à l'exception de quelques secteurs de l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, pour les Etats-Unis la menace vénézuélienne est encore plus grande à cause de ses relations avec Cuba. Ces relations scandalisent Washington, mais sont surveillées de très près. Les deux parties utilisent leurs points forts : le Venezuela envoie du pétrole et Cuba du personnel hautement qualifié (technologie médicale, docteurs, professeurs, etc.). C'est une relation naturelle qui fait tâche d'huile dans toute la région. Le Venezuela est en train de créer des programmes nommés « Opération Miracle » : les médecins cubains financés par le Venezuela vont à des endroits comme la Jamaïque, rencontrent des personnes aveugles guérissables par chirurgie, les envoient à Cuba, les guérissent et les renvoient en Jamaïque. Tout cela terrorise les Etats-Unis.

D : Vous avez souvent affirmé que la région andine sera le prochain objectif du gouvernement Bush, une fois sorti d'Irak. Pensez-vous toujours la même chose ?

N.Ch. : Avant l'invasion de l'Irak, je croyais que cela n'allait pas durer plus de 3 jours. Une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont envahi l'Irak est qu'il était totalement sans défenses. Après des bombardements très durs et un embargo très strict, l'Irak se maintenait difficilement. [...] J'ai pensé que la prochaine étape serait la région andine, mais

en ce moment, c'est impossible, ils sont immobilisés.

[Simone Bruno], Massachussets, *Diagonal*, mars 2006. Trad

La version complète de cet article est disponible sur www.avoixautre.be

Tous les articles de *Diagonal* sont sous licence Creative Commons : le texte, une fois placé dans le domaine public, peut être librement copié, distribué et diffusé à condition de citer les auteurs, de ne pas l'utiliser à des fins commerciales, de ne pas le modifier et de préciser clairement les termes de la licence. Chacune de ces conditions peut être discutée directement avec l'auteur.

Traduction A voix autre

Le Premier ministre conservateur Marcinkiewicz a démissionné le 7 juillet. Il est remplacé par Jaroslaw Kaczynski, dont le frère jumeau Lech Kaczynski occupe déjà le poste de Président. Commandes de l'Etat sous contrôle, extrême droite présente au gouvernement : la Pologne s'enfonce dans l'autoritarisme.

Pologne Toujours plus à droite

A l'école de la grève

Depuis la nomination de Roman Giertych, au poste de ministre de l'Education, les manifestations contre lui se sont multipliées. Et à chaque fois les militants de la Jeunesse panpolonaise contre-manifestent. Ainsi, par exemple, le matin du 13 juin, des étudiants anarchistes et radicaux ont organisé une grève surprise pour exiger la démission immédiate de Roman Giertych.

Vingt membres de l'Anarchist Student's Initiative ont également pénétré dans l'enceinte du ministère de l'Education. Ils ont occupé le bâtiment afin de solliciter une entrevue avec le ministre en charge de ce secteur. Mais le ministre a refusé de rencontrer les étudiants prétextant que ceux-ci étaient favorables à l'introduction de « drogues » dans les écoles. Le ministre de l'Education issu d'un parti ouvertement homophobe fait dans l'absurde et ses réactions sont des plus ridicules. Après avoir avancé que les étudiants étaient manipulés par le SLD (gauche battue aux dernières élections), il a déclaré qu'ils sont manipulés par des pédophiles. [1]

Les étudiants ont brûlé un portrait du ministre puis hissé un drapeau noir au-dessus du ministère, le tout agrémenté de quelques pancartes. Près de 200 personnes ont participé à cette action qui succédait à une manifestation, ensuite quelques arrestations eurent lieu.

Se fédérer pour résister

Students' Initiative (SI) est un projet lancé par les jeunes de la Fédération anarchiste de Szczecin, qui s'est alors étendue à Varsovie, Cracovie, Katowice, Lodz... Students' Initiative est principalement composée de lycéens, bien que quelques étudiants inscrits à l'université y soient impliqués. Tandis que ces groupes étaient au départ lancés par des membres de la Fédération anarchiste, certains d'entre eux se sont développés et y incluent des non-anarchistes. Ils éditent le bulletin « *Buntownik* », ce qui signifie « *Le Rebelle* ».

La SI discute d'éducation libertaire mais réagit également au fait que les éléments répressifs augmentent dans les écoles. Parmi les questions débattues : la religion. La religion a été en fait introduite à l'école par un gouvernement de gauche qui feint maintenant d'y être opposé. Elle est théoriquement « facultative » : on peut choisir d'étudier l'éthique à la place. Les libertaires polonais expliquent que les livres d'éthique prévus par le programme sont généralement écrits par des personnes liées à l'Eglise, au pape Jean-Paul II, à des membres de l'Opus Dei, etc. - en d'autres termes, il s'agit une nouvelle fois de religion (mais cachée).

Autre symptôme du durcissement épinglé par la SI : le précédent ministre de l'Education a mis en garde les enseignants et les directeurs contre l'organisation de certaines activités par les élèves ou l'invitation de certaines organisations à l'école, en particulier les mouvements anti-guerre et écologistes. Le ministre a prétendu que ces choses « pervertissaient » l'esprit des jeunes ainsi que leur éducation patriotique. Sans parler de l'opposition de Giertych, ministre en fonction, aux cours d'éducation sexuelle et autre « déviance » de ce type dans les écoles.



Pour la SI, cette éducation patriotique, c'est les idées quasi-fascistes et anti-sémites nationalistes et ultra-catholiques de Roman Dmowski, dont s'est inspirée la Jeunesse panpolonaise (JP), fondée en 1922. A l'époque, la JP interdisait aux étudiants juifs de s'asseoir sur les mêmes bancs que les « vrais » Polonais et les tabassait souvent. Education libre ou barbare...

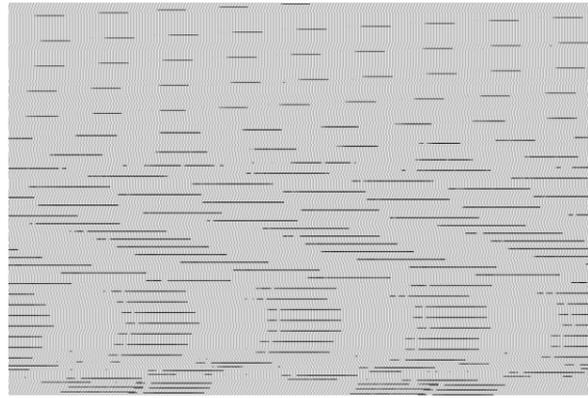
Sources : Cia.bzzz.net du 13 juin, *Le Soir* des 24 et 25 mai
[1] Le parti du ministre de l'Education polonaise avance que l'homosexualité (péché de Sodome pour l'Eglise catholique) et la pédophilie sont liées. L'homosexualité est alors vue comme une tare.

L'extrême droite au gouvernement

A l'angoissante question n°4219 du Grand quiz européen « Qu'y a-t-il de plus à droite qu'un gouvernement conservateur ? », la Pologne a répondu le 5 mai. La Ligue des familles polonaises (LPR, extrême droite) et le parti populiste Samoobrona (Autodéfense) ont rejoint le gouvernement du conservateur Kazimierz Marcinkiewicz, celui-là même qui avait déclaré que « *si une personne tente de contaminer les autres avec son homosexualité, l'Etat doit intervenir.* » Des propos d'autant plus choquants qu'en aucun cas une préférence émotionnelle et/ou sexuelle n'est une maladie.

Lors de la campagne pour accéder au poste de Premier ministre, Marcinkiewicz avait également annoncé son désir de supprimer la Gay-Pride et les campagnes d'affichages en faveur des minorités sexuelles.

Le 5 mai, le chef du parti Samoobrona et celui de la LPR ont été nommés aux postes de vice-premiers ministres. Le second, qui dirige une formation anti-européenne,



nationaliste et ultra-catholique, a reçu en prime le portefeuille de l'Education... Y a pas à dire : l'avenir de l'Europe des droits de l'Homme est entre de bonnes mains...

Deux mois plus tard, les frères jumeaux Kaczynski, du parti très conservateur Droit et Justice (PiS), contrôlent le sommet de l'Etat. Lech est Président depuis octobre. Et Jaroslaw a remplacé le 7 juillet le Premier ministre Marcinkiewicz. Jaroslaw Kaczynski, véritable homme fort du pays depuis la double victoire du PiS aux législatives et à la présidentielle de l'automne, est resté momentanément dans l'ombre, histoire d'endormir la méfiance. Le voile se dissipe donc sur ses promesses de ne pas devenir Premier ministre si son frère accédait à la Présidence. « Cette situation serait complètement inacceptable aux yeux de la société », avait-il prétendu. Rien ne va plus.

[Pierre]

Sources : Reuters, AFP et *Le Monde*

Du site fasciste à la tentative de meurtre

Le 16 mai, à Varsovie, Maciej, un anarchiste, a été poignardé et roué de coups par deux nazis. Il se remet difficilement de ces blessures : un poumon a été perforé. Cette attaque fait suite à la publication de ses données personnelles sur « Redwatch.info ». Ce site web nazi (derrière lequel il y a vraisemblablement l'organisation Blood & Honour, présente dans plusieurs pays européens) a listé une centaine de « gauchistes », de « Juifs » et de « traîtres » auxquels les fascistes veulent régler leur compte. Maciej fait partie de ceux-là.

Ajoutons qu'avant le 16 mai, une autre personne dont les coordonnées avaient été diffusées par Redwatch avait subi des menaces, car elle avait, en tant qu'enseignante, été déclarée « coupable » d'avoir parlé de la Shoah dans le lycée où elle travaille.

Les libertaires polonais avaient réussi à pirater le site fasciste. Mais sa fermeture n'avait été malheureusement que temporaire. Pendant des mois, les procureurs ont

prétendu qu'il leur était impossible d'agir parce que Redwatch est placé sur un serveur américain et ne violerait aucune loi aux USA. Il a fallu l'ignoble agression du grand rabbin Michael Schudrich, le 27 mai, pour que le gouvernement se décide enfin à « agir » et annonce qu'il pouvait apparemment retrouver les responsables de Redwatch en moins de 48 heures.

Le rabbin Schudrich a été attaqué avec du gaz lacrymogène dans une rue de Varsovie par un jeune homme criant le slogan nationaliste « La Pologne aux Polonais ». Ciesiolkiewicz, le porte-parole du gouvernement, a déclaré que cette agression était « *d'autant plus douloureuse qu'elle a eu lieu pendant la visite de Benoît XVI en Pologne.* » En fait, cette agression antisémite était surtout très embarrassante : primo, la presse européenne, présente à l'occasion du séjour du pape, a relayé l'information. Secundo, le grand rabbin devait prier le lendemain à Auschwitz au côté de Benoît XVI sur le site de l'ancien camp nazi où tant de juifs ont été exterminés. Le lien

serait évidemment fait entre les crimes nazis de la Seconde guerre mondiale et les attaques fascistes actuelles. Les démons du passé sont toujours vivants. Très gênant pour la Pologne qui vient d'adhérer à l'Union européenne...

Si cinq personnes en lien avec Redwatch ont finalement été arrêtées, il n'y a naturellement aucune solution légale aux problèmes fascistes beaucoup plus profonds. Peu d'anarchistes ont demandé l'aide de l'Etat, parce qu'ils savent que des fascistes occupent des postes élevés dans le gouvernement. Le vrai problème réside dans climat politique, qui amplifie les violences actuelles.

Sources : Ainfos.ca du 18 juin 2006, Cia.bzzz.net du 19 juin 2006, *No Pasaran* de juin 2006, *Le Monde* du 28 mai 2006.

Pour aider à supporter les frais médicaux ou simplement envoyer un mot de solidarité (y compris en français) :
ruda@rozbat.org

Contre le nationalisme d'où qu'il vienne

Le 17 juin, des gauchistes et des membres de la Fédération anarchiste ont perturbé des réunions de la Ligue des familles polonaises à Olsztyn et à Lodz avant d'être éjectés par la police et la sécurité. Une action similaire a été menée le 18 juin à Wrocław. Là, les organisateurs du meeting n'ont pas tout de suite appelé la police contre les manifestants. Les anarchistes ont tendu une banderole et chanté, obligeant ainsi les politiciens à remettre leur réunion.

Les manifestants ont décidé de mener des actions contre ce parti nationaliste, antisémite, antigauchiste et homophobe jusqu'à ce qu'il quitte le gouvernement.

Le patron de la Ligue des familles polonaises n'est autre que Roman Giertych, l'actuel ministre de l'Education, très contesté par les étudiants pour sa conception nationaliste de l'enseignement. Ceci explique cela.

Giertych : voilà un homme qui a de la suite dans les idées puisqu'il a dirigé la Jeunesse panpolonaise (fondée en 1922), une organisation antisémite, homophobe et ultra-catholique dont de nombreux membres aux crânes rasés emploient la violence pour défendre l'« idéal national »... En automne dernier, lors de l'élection de la

Diète (la Chambre basse), Roman Giertych a d'ailleurs fait entrer pas moins de 11 Panpolonais sur 34 députés.

Les jeunes anarchistes sont régulièrement confrontés à la violence des Panpolonais. Dans certaines villes où la présence anarchiste est moins forte, 20 ou 30 Panpolonais suffisent pour représenter un danger. A Rzeszow, où ne résident qu'une poignée d'anarchistes, un camarade a été battu.

Lors de l'Equality Parade, la Gay Pride locale qui a rassemblé plus de 5.000 personnes le 10 juin, quelque 150 nazis ont lancé diverses choses sur les participants. Un « pink and black block » libertaire s'est alors opposé à eux par des chants antifascistes.

Ces attaques homophobes sont probablement favorisées par des déclarations comme celles du panpolonais Wotjtek Mierzejski, vice-président de la Ligue des familles, qui a soutenu mi-mai que « si les déviants manifestent, la police doit les tabasser ». Tout un programme...

[Louise]

Sources : Ainfos.ca, Cia.bzzz.net du 14 juin, *Le Soir* des 24 et 25 mai

Elle est passée sous silence dans les médias. Pourtant, l'ampleur de la contestation des réformes de l'enseignement a obligé le 13 juin la ministre de l'Education Yannakou à annoncer qu'elle discuterait du projet de loi-cadre avec les « partenaires » sociaux, avant de la soumettre au vote des députés à l'automne. Une maigre concession.

Grèce Un tableau noir

Universités en ébullition

Communiqué commun des organisations francophones

La Grèce connaît son plus important mouvement étudiant depuis les années 1970, contre un projet de loi du gouvernement actuel de droite prévoyant : la création de facs privées (la constitution sera modifiée pour lever l'obstacle à ce niveau) ; le fonctionnement des facs selon les critères de management du secteur privé ; la remise en cause de « l'asile universitaire » (impossibilité pour la police d'intervenir sur le campus sauf accord des CA des universités) ; la réduction drastique de la possibilité pour les étudiants de repasser des examens et de progresser d'une année sur l'autre.

Ce projet met en application les directives européennes sur la libéralisation des services et de l'éducation. Les appétits capitalistes sont les mêmes en Grèce : précarisation, privatisation, tout est bon pour faire du pognon !

Tous les ingrédients sont réunis pour renforcer le rôle de sélection sociale de l'école en société capitaliste. Une école de classe, où l'accès au savoir est réservé à la bourgeoisie, qui n'aurait plus pour d'autre fonction que la reproduction à l'identique des inégalités sociales.

L'Etat, en Grèce comme ailleurs, est le fer de lance de cette politique capitaliste, et n'hésite pas à se servir de la matraque pour imposer les choix du patronat. Le jeudi 8 juin, une manifestation nationale réunissant plusieurs dizaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants, rejoints par des travailleuses et travailleurs, a ainsi été violemment réprimée à Athènes, coupée en deux par la police. A la clef : un blessé grave, à l'hôpital dans un état critique.

Actuellement, 354 départements académiques sont occupés, donc la quasi-totalité de l'enseignement supérieur est paralysée (Facs et IUT). Les enseignants, conformément aux consignes de leur puissant syndicat POSDEP, votent, AG par AG, en faveur de la proposition de grève illimitée.

Le mouvement se structure autour des AG par département et de coordination d'AG par ville. Il exprime un rejet radical de la logique de privatisation de l'enseignement supérieur, dans un milieu qui n'a pas connu de mobilisation importante depuis une quinzaine d'années. Par son ampleur, il n'est d'ores et déjà comparable qu'avec le mouvement (victorieux) de l'occupation de l'accolé polytechnique du 17 novembre 1974 qui avait durablement marqué toute une génération.

- Parce que la dictature du capital s'exerce au-delà des frontières et touche tous les aspects de la vie : santé, travail, éducation..., comme l'ont encore montré les attaques les plus récentes en France (loi sur l'« égalité » des chances, CPE, CNE...),

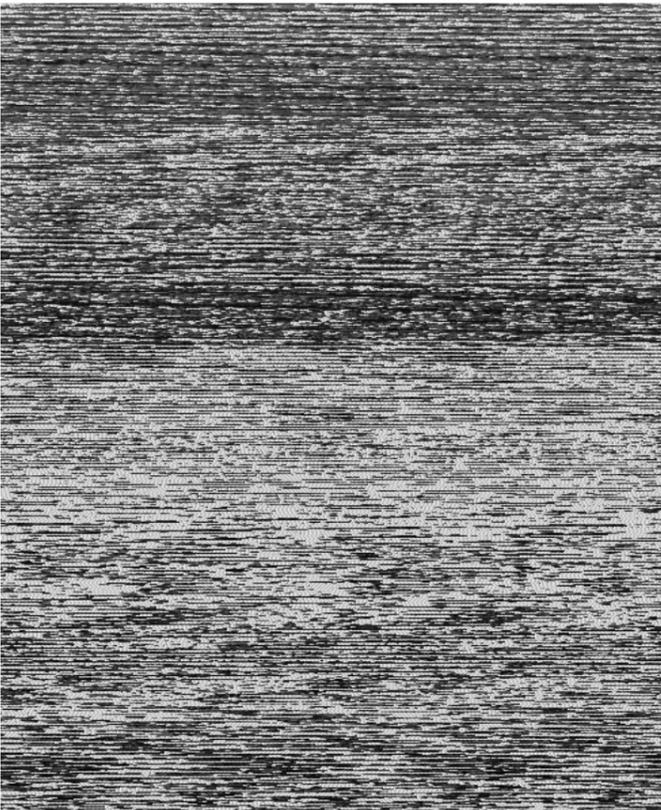
- Parce que la lutte des étudiant-e-s et des travailleurs-euses en Grèce est aussi la nôtre,

- Parce que nos intérêts sont les mêmes, face au capitalisme et à l'Etat :

Notre combat contre le capitalisme continue, et la preuve, après la France c'est au tour de la Grèce et du Chili de se révolter. Et après ?

Nous refusons d'être les esclaves du capitalisme et nous sommes solidaires avec les révoltes en Grèce, au Chili et ailleurs.

Fédération anarchiste,
Confédération nationale du travail,
Scalp,
Offensive libertaire et sociale,
Organisation communiste libertaire,
Alternative libertaire,
Coordination des groupes anarchistes



Violente répression

Le 8 juin, au cœur d'Athènes, près d'une centaine d'étudiant(e)s anarchistes participant à une énorme manifestation contre la suppression du droit d'asile accordé aux universités et interdisant à la police de pénétrer sur les campus ont été brutalement chargé(e)s par les policiers « anti-émeute » après avoir été copieusement arrosés de puissants gaz lacrymogènes. De nombreuses arrestations s'ajoutent au nombre impressionnant de blessés, y compris parmi les passants...

S'ouvrir aux mouvements européens

La réforme provient du pacte néolibéral signé par les leaders européens et les ministres de l'éducation à Bologne et qu'ils essayent de mettre en place à tous les niveaux éducatifs. Il s'agit d'une attaque de plus du capital globalisé et du néolibéralisme contre la société. Il faut aussi rajouter que certains pays européens ont déjà commencé à mettre en place cette réforme, mais en Grèce pour le moment il n'y a rien parce que la résistance étudiante et la lutte sociale sont un dur obstacle contre les décisions des patrons.

En Grèce depuis mai, 80% des universités sont occupés sous contrôle étudiant. La participation dans les mobilisations et les actions du peuple étudiant sont les plus importantes de ces dernières années. Les assemblées générales dans chaque fac sont massives et les prises de décisions se font par démocratie directe.

L'Etat s'est rendu compte qu'il était impossible de récupérer la mobilisation, alors il a répondu par la répression policière contre le mouvement étudiant mais ils n'ont pas réussi à arrêter l'esprit de résistance du peuple étudiant.

La ministre de l'éducation Marieta Gianaku a dit que la réforme va être rediscutée au Parlement à partir d'octobre, essayant ainsi de désactiver les occupations, mais les étudiants, lors de grandes manifestations dans toutes les villes grecques, lui ont répondu

qu'ils-elles voulaient que la réforme soit retirée entièrement et immédiatement.

La majorité des étudiants qui ont participé au conflit n'adhèrent à aucun parti, sont indépendants et autonomes. Quant au Parti communiste, il ne participe pas à la lutte parce qu'il ne la dirige pas et ne la contrôle pas. Notre prochain objectif est de mettre en relation le mouvement étudiant avec les luttes de la classe ouvrière et faire connaître le conflit pour la défense de l'éducation publique et gratuite, par des actions directes, notamment en participant à la manifestation du 27 juin à Athènes contre le sommet des ministres de l'Education des pays développés.

Un autre objectif de la manifestation sera que la ministre de l'Education grecque Gianaku abandonne la réforme et envoie un message de résistance face à l'attaque néolibérale contre la société.

Durant l'été, nous allons nous mettre en contact avec des étudiants d'autres pays européens dans le but d'organiser et de promouvoir une campagne européenne et de coordination des mobilisations, des grèves, etc., dans la majorité des pays européens contre le pacte de Bologne. Nous voulons mettre en place cette lutte au

niveau européen, parce que si nos actions et résistances et les vôtres se limitent au niveau national (comme ça s'est fait en France, Allemagne, Italie et Grèce) et ne se



diriger pas directement contre l'Union européenne et concrètement contre les aspects touchant l'Education (le Pacte de Bologne), les luttes ne seront pas victorieuses.

[Mouvement anti-autoritaire],
Thessalonique, le 21 juin 2006.

Syndicat libertaire

L'ESE (Union syndicale libertaire) est particulièrement visible dans les facs technologiques, dont celle d'Athènes où elle est la première force organisée en lutte. Elle y relance l'action et la démocratie directes.

« La révolte étudiante est pour nous légitime et même exemplaire. Malgré les efforts de bureaucratisme déployés par la Jeunesse communiste et certaines organisations d'extrême gauche, les assemblées générales, les comités de lutte et les coordinations locales de mobilisations restent toujours les forces puissantes dans la lutte. »

« Nous exigeons l'égalisation de tous les diplômes. Nous revendiquons un diplôme unique pour chaque branche scientifique. Nous exigeons aussi des services gratuits pour les étudiant-e-s, l'abolition de tous les programmes de recherche commandés par des entreprises, des allocations fortes pour les étudiants salariés et chômeurs, et nous refusons toute privatisation de l'éducation. »

« L'ESE appelle les syndicats à déclarer une grève interprofessionnelle pendant les prochains jours de mobilisations. Les étudiant-e-s sont dans la rue en tant que futur-e-s salarié-e-s. Ils/elles luttent pour leurs droits au travail et pour leurs droits de travailleurs. C'est aux syndicats à suivre les travailleurs qui sont déjà dans la rue et à exprimer leur solidarité par le fait. »

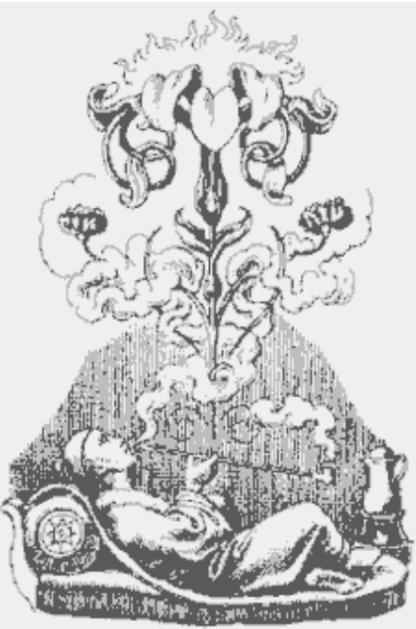
La prohibition vise à interdire la détention, l'usage et le commerce de certaines drogues. La promotion de cette politique repose sur deux arguments principaux : le premier concerne la promotion de la santé, le second l'ordre public et la paix sociale. Ce jugement justifie l'éradication des produits stupéfiants de la sphère privée et de la sphère publique. *La Liaison Antiprohibitionniste* prend la parole.

L'échec de la prohibition

Un monde sans drogue est possible prétend la prohibition, la *Liaison Antiprohibitionniste* dément. La répression n'a jamais pu endiguer l'expansion du marché illégal de stupéfiants. Quant aux arguments de santé publique invoqués par les prohibitionnistes nous les réfutons en bloc. L'interdit maximalise les risques liés à la santé de l'individu et à sa personne, notamment parce qu'il empêche tout contrôle du marché et de la substance. Notre organisme considère qu'il est temps de tourner le dos à l'hypocrisie en proposant une alternative à la prohibition. Il s'agit d'une attitude volontariste et pragmatique, on ne peut plus ignorer la consommation de drogues, prétendre l'éradiquer est une utopie. Les fondements de l'interdit vacillent au bilan de près d'un demi siècle de prohibitionnisme, c'est une évidence partagée par beaucoup mais pourtant la doctrine se perpétue en dogme.

Depuis que la répression a pris pour cible les grandes organisations criminelles internationales on a assisté au développement de nouvelles tendances sur le marché des drogues illégales. On peut citer par exemple, l'expansion et la diversification des cultures illicites, la décentralisation des grandes organisations, l'apparition de nouvelles petites structures, l'éclatement du marché à travers le développement du poly-traffic et du poly-usage ou encore la prévalence des stimulants de synthèse.

Parallèlement à la mutation du marché s'est développé le phénomène qualifié de « mal gouvernance » par la banque mondiale, c'est-à-dire le développement de la corruption et de la criminalité. En Russie par exemple, on estime que 70% du système bancaire est contrôlé par la mafia russe. Le va et vient du balancier entre activités légales et illégales a aussi renforcé des mentalités qui conçoivent l'utilisation des pratiques mafieuses comme une réponse à la crise, comme un moyen de dépasser des handicaps liés à la mondialisation et de se plier, du moins sur papier, aux exigences de l'ajustement structurel et de faire face à leurs dettes à l'égard des banques occidentales et du FMI.



La répression ne peut mettre fin au marché illégal des drogues, c'est un constat, une évidence. On ne pourra jamais enrayer par la force l'offre et la demande en substances illicites, c'est un fait et prétendre l'inverse revient à croire en une utopie.

Une norme sans fondement scientifique

On ne peut pas nier la toxicité des produits, certains sont plus dangereux pour la santé que d'autres. Ainsi, des études scientifiques mettent en évidence la plus grande toxicité de l'alcool par rapport au cannabis. Pourtant, l'alcool est légal et le cannabis est prohibé. L'exemple est cliché tellement il a été développé dans les débats. Mais, il fait vaciller la distinction opérée entre les

drogues légales et illégales sur une prétendue base scientifique. La toxicité intrinsèque d'une substance n'est donc pas déterminante dans la détermination du degré de répression ou de laxisme que l'on manifeste face à son utilisation. Les facteurs sont principalement d'ordre culturel, politique et économique. Selon Th. Szasz, le problème est presque entièrement religieux ou moral. La très grande différence entre l'héroïne et l'alcool, entre le cannabis et le tabac, ne serait pas

chimique mais cérémonielle. Selon le psychiatre américain, on évite l'héroïne ou le cannabis non parce que ces substances sont plus dangereuses que l'alcool ou le tabac, mais parce qu'elles sont plus impies. Ce sont de mauvais rituels car provenant de cultures étrangères. Quant à Francis Caballero, il considère que la classification actuelle présente une étrange logique Nord-Sud, où les drogues du Nord sont encouragées, voire ritualisées, et les drogues du Sud, combattues, voire diabolisées.

Nous déduisons une norme du système de valeurs auquel adhère une société. Qu'elles s'inscrivent dans la loi ou restent informelles, les normes définissent ce qu'il faut faire ou ne pas faire dans telle ou telle circonstance ainsi que la sanction à laquelle s'expose celui qui ne la suit pas. Un type de comportement peut se développer à un moment donné dans une société, jusqu'à ce que quelqu'un s'en alarme, décide que cette conduite transgresse une valeur fondamentale, et parvienne à imposer son point de vue pour qu'une nouvelle norme soit érigée, qui proscriira ce comportement. L'histoire de la genèse de la prohibition aux Etats-Unis jusqu'à son internationalisation illustre bien ce processus.

Considérons la prohibition américaine de l'alcool au début du XX^{ème} siècle. L'alcool était présenté comme un produit dangereux et destructeur. Tous les problèmes sociaux qui sont attribués actuellement aux drogues illégales, l'étaient à l'alcool. En 1919, le « Volsteadt Act » fut voté. De nombreuses mesures pénales furent prises pour combattre l'usage de l'alcool. Il s'agissait de proscrire ce comportement en ce qu'il transgresserait trois valeurs fondamentales de la société américaine fortement imprégnée de l'éthique protestante. D'abord il faut toujours rester maître de soi : or l'alcool altère fortement notre capacité à garder le contrôle de nos actes. Ensuite, l'utilitarisme américain réprouve la recherche de l'exaltation pour elle-même. Enfin, d'un point de vue humanitaire, l'alcool nuit à la santé du consommateur, et au bien-être de ses proches.

Mais, cette norme nouvelle à l'époque a rapidement mené à l'amplification du phénomène qu'elle était censée combattre : contrebande, corruption, criminalité organisée... A cela s'ajouta la règle de consommation systématiquement observée dans un contexte prohibitionniste, à savoir l'utilisation d'une voie d'absorption qui assure un effet pharmacologique maximal avec une quantité minimale de produit. Lorsqu'en 1932 la Prohibition fut abrogée, le problème de la consommation d'alcool ne prit pas l'envergure que l'on redoutait à l'époque et que certains redoutent aujourd'hui lorsqu'ils refusent d'envisager « la légalisation des drogues illicites. »

Nous l'avons vu, la prohibition est fondée sur un ensemble de valeurs et de considérations pas forcément légitimes, dans le sens où elle poursuivrait l'intérêt général et la promotion de la santé. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui font ce constat. Au regard des effets pervers provoqués par cette idéologie en terme de santé publique et de bien être social il convient de s'interroger sur la fonction réelle de la prohibition dans une société démocratique.

Une fonction contreproductive

La prohibition n'est pas un modèle de prise en charge de la toxicomanie, sa fonction est nulle en terme de promotion de la santé publique. Elle a pour effet l'exact opposé de ce qu'elle ambitionne comme c'était le cas avec l'alcool aux Etats-Unis. A partir de ce constat l'idée de réglementer le marché pour une approche pragmatique du phénomène de drogues devrait progresser. Elle est de mieux en mieux considérée en tant qu'alternative envisageable mais rien ne change.

Sur le fond l'interdit pénal en matière de drogues représente le moyen unique d'imposer une norme claire, de plus en plus floue d'ailleurs. Au niveau de la forme les choses évoluent, « nous ne sommes plus sur le tout répressif ». Le Gouvernement fédéral plaide en faveur d'une approche globale et intégrée du phénomène de drogues. Nous sommes entrés dans une ère où la prohibition consiste en une politique basée sur trois piliers : la **prévention** pour les non consommateurs et les consommateurs non problématiques ; l'**assistance, réduction des risques et réinsertion** pour les consommateurs problématiques ; et la **répression** pour les producteurs et les trafiquants.

On aménage une idéologie par rapport à une situation évolutive sans profondément remettre en cause son fondement principal. On répond ainsi à l'urgence du désastre sanitaire provoqué par l'interdit pénal, celui que l'on ne peut plus nier, sans véritablement envisager une alternative responsable. On donne un nouveau sens à la fonction première de la prohibition. Pour promouvoir la santé on médicalise le discours. Le consommateur n'incarne plus le personnage diabolique protagoniste du fléau de la drogue. Il représente la victime de ce fléau qu'il convient d'assister plutôt que de réprimer. On opte pour une nouvelle catégorie, d'un côté le consommateur problématique et de l'autre, le consommateur « récréatif ». Tout comme on oppose les drogues dures aux drogues douces. On oublierait presque que la détention de drogue est toujours illégale et que le désastre socio-sanitaire continue.

[Bruno Valkeneers,
Coordinateur de la Liaison Antiprohibitionniste]

Liaison
Antiprohibitionniste

<http://www.lialiaison.org>

rue Gheude, 49
1070 Bruxelles

Facteurs de dangerosité des drogues*

	Héroïne (opioïdes)	Cocaïne	MDMA Extasy	Psycho-stimulants	Alcool	Benzodiazépines	Cannabinoïdes	Tabac
Dépendance physique	très forte	faible	très faible	faible	très forte	moyenne	faible	forte
Dépendance psychique	très forte	forte mais intermittente	?	moyenne	très forte	forte	faible	très forte
Neurotoxicité	faible	forte	très forte (?)	forte	forte	0	0	0
Toxicité générale	forte (a)	forte	éventuellement forte	forte	forte	très faible	très faible	très forte (cancer)
Dangerosité sociale	très forte	très forte	faible (?)	faible (exceptions possibles)	forte	faible (b)	faible	0
Traitements substitutifs ou autres existants	oui	oui	non	non	oui	non recherché	non recherché	oui

(a) pas de toxicité pour la méthadone et la morphine en usage thérapeutique

(b) sauf conduite automobile et utilisation dans des recherches de « soumission » ou « d'autosoumission » où la dangerosité devient alors très forte.

* Extrait du tableau page 182 du rapport du Professeur Bernard Roques commandé par le ministère français de la santé publié en 1998 dans l'ouvrage de Théo Simon, *Drogues, contre la criminalisation de l'usage, libertés individuelles contre logiques d'Etats et capitalistes*. Editions du Monde Libertaire, Collection « Pages libres », 2002, 134 p.

« Hasard » du calendrier ou volonté de briser le mouvement des sans-papiers? Le 4 juillet, le lendemain du vote d'une loi inefficace à la Chambre, la police a évacué *manu militari* les sans-papiers qui occupaient l'église Notre-Dame Immaculée à Anderlecht. Ces personnes ont été aussitôt envoyées au centre fermé de Vottem. La Ligue des droits de l'Homme monte au créneau et réclame la libération des personnes interpellées.

Du vote de la loi à la répression

« Après le vote d'une loi n'apportant aucune réponse aux sans-papiers, place à la répression brutale ! », tonnent le 4 juillet dans un communiqué commun la Ligue des droits de l'homme, le MRAX (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie) le CIRE et la FGTB.

« Suite au vote, le lundi 3 juillet, en commission de l'Intérieur de la Chambre, des projets de lois qui réforment les droits d'asile et d'immigration, le MRAX, le CIRE, la FGTB et la Ligue des droits de l'Homme se préparaient à dénoncer une politique de l'autruche. Ces projets ne répondent en effet en rien à la situation des milliers de sans-papiers qui, qu'on le veuille ou non, sont en Belgique et y resteront dans les années à venir. Le fait pour le parlement de ne pas se saisir de la question des régularisations témoigne d'un manque de courage politique flagrant. Il disposait pourtant d'une occasion rêvée tandis que, sur le terrain, la situation se durcit. Il préfère botter en touche et remettre ces questions à plus tard.

Moins de 24 heures après ce vote, la situation a glissé vers une autre dimension : la répression brutale. Le bourgmestre d'Anderlecht, Monsieur Simonet, a pris une ordonnance pour faire évacuer par la police les occupants de l'église Notre-

Dame Immaculée d'Anderlecht. Cette décision est très regrettable et doublement critiquable. D'une part, elle est basée sur des informations partiellement inexacts qui confinent au prétexte. L'ordonnance invoque en effet des troubles, violences et problèmes d'hygiène et, surtout, indique que le bourgmestre intervient à l'appel du curé de l'église. Nous avons été en contact direct avec le curé et nous sommes en mesure d'affirmer que cet élément est faux : il n'a pas sollicité l'intervention de la commune ou de la police.

D'autre part, si, effectivement, des problèmes d'hygiène ou de vie en groupe pouvaient se poser, la réponse du bourgmestre est totalement disproportionnée : on ne résout pas ces problèmes en arrêtant des

gens et en les expulsant. Sauf à penser que ces éléments ne sont que des prétextes pour parvenir au véritable objectif des autorités : une fois la loi votée, vider les églises et casser un mouvement. La nécessaire collaboration de l'Office des étrangers et l'aval du ministre de l'Intérieur à cette opération de police renforcent d'ailleurs cette hypothèse.

Nous considérons que ce genre d'opération « coup de poing » constitue une réponse inacceptable à la situation des sans-papiers. Nous demandons la libération de toute urgence des personnes interpellées, l'arrêt de la répression, l'arrêt de l'évacuation des églises occupées... et une vraie prise de responsabilité des parlementaires et du gouvernement sur ces questions. »

[La LDH, le MRAX, le CIRE, la FGTB]

papiers, combien auront été expulsés ? Combien seront restés dans la précarité ? Combien continueront à être surexploités dans des réseaux de travail clandestin ? Mais les UDEP et leurs soutiens ne se laisseront pas abattre ! »

Vers l'abolition des papiers

Il est évident pour les anarchistes que la régularisation n'est qu'une étape intermédiaire, pour permettre aux immigrés de pouvoir vivre normalement et d'avoir des droits. Cette étape importante ne change hélas pas le fond du problème. La vraie question est la légitimité des papiers eux-mêmes. Ainsi sommes-nous pour leur suppression pure et simple, puisqu'ils n'ont pour seul intérêt que la surveillance de nos déplacements tant à l'échelle nationale qu'internationale. Et

Par son attitude du 3 juillet, la Chambre a également ignoré les 15.000 personnes qui ont défilé dans les rues de Bruxelles pour soutenir les sans-papiers et réclamer leur régularisation. Lors de cette deuxième manifestation nationale organisée par les collectifs des sans-papiers, des personnalités telles que les frères Dardenne, les cinéastes wallons, ont exprimé leur solidarité.

« Nous sommes ici pour montrer notre solidarité avec les sans-papiers et montrer au gouvernement que l'opinion publique n'a pas peur des sans-papiers. L'extrême droite n'est qu'une excuse », a expliqué Luc Dardenne.

Dans le dos de la dame : « Je suis belge. Je vote pour la régularisation. »

photos: Txt et Teilla sur Cemab.be et Guido sur Indymedia Oost-Vlaanderen.

« On reparlera plus tard »

Pour le CRACPE (Collectif de résistance aux centres pour étrangers), l'évacuation de l'église d'Anderlecht montre bien la signification concrète du vote acquis à Patrick Dewael à la Commission de l'Intérieur. Selon le CRACPE, « elle est organisée par un bourgmestre MR, et orchestrée par le Ministre de l'Intérieur et l'Office des Etrangers. Voilà ce que signifie le « On en reparlera plus tard » de la majorité gouvernementale. Voilà l'explication peut-être de la soudaine fermeture de la section «familles» à Vottem : 25 sans-papiers mobilisés y sont désormais enfermés. Mensonges, déni de démocratie, promesses vaines ; quand on reparlera en 2007 de la régularisation des sans-

puisque'ils sont liés à l'existence de frontières tracées arbitrairement au fil des guerres et des conquêtes.

Parallèlement au droit de tout être humain à s'installer là où il le désire, la solidarité dans la lutte pour un boulot digne est un de nos meilleurs outils. La division entre travailleurs (sans-papiers, sans-emploi, précaires...) sert l'intérêt des patrons, parce qu'elle nous met en concurrence et facilite la pression sur les salaires et les conditions d'embauche. Et pour cause, dans le cas des sans-papiers, ils se trouvent parmi les plus exploités et sont souvent dans l'impossibilité de se défendre et de réclamer le respect des droits fondamentaux.

[Des libertaires de Bruxelles]

Où porter un coup de main

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : près de 40 lieux sont actuellement occupés, par un total de 600 sans-papiers. Et plusieurs dizaines de milliers de sans-papiers se sont signalés depuis le début du mouvement.

Les assemblées de voisins et comités de soutien se sont fédérés en Mouvement national des Assemblée des Voisins. Ce mouvement va assurer un bouillonnement culturel autour des occupations durant tout

l'été. La majorité des occupations continueront durant l'été : les sans-papiers ne désarment pas malgré la décision du gouvernement.

POUR AGIR: assembleedesvoisins.be/

Carte des lieux occupés

Cette liste date du 4 juillet.

ANVERS - Occupation itinérante depuis 2 mois d'une cinquantaine de sans-papiers et manifestations régulières.

ARLON - Occupation d'une dizaine de sans-papiers et beaucoup de visites d'autres des centres ouverts la journée.

BRUXELLES

* Eglise Saint-Bernard à Saint-Gilles : 10 occupants. Beaucoup de visites. Grève de la faim tournante.

* Eglise Sainte-Alène à Saint-Gilles : une dizaine d'occupants.

* Eglise du Saint Curé d'Ars à Forest : occupation par 35 sans-papiers et visite quotidienne de 250 sans-papiers.

* Eglise des Minimes à Bruxelles-centre : Dix Iraniens en grève de la faim.

* Eglise Sainte Suzanne à Schaerbeek : Occupation de 20 femmes et 17 enfants. Elles manifestent à chaque occasion et rencontrent les personnalités politiques.

* Maison de la Laïcité : permanence de l'UDEP. Trois occupants. Réunions et débats réguliers. Un Belge y est en grève de la faim.

CHARLEROI - 40 occupants y ont fait une grève de la faim symbolique de 24 heures et une conférence de presse. Changement d'église suite à un manque de place.

COURTRAI - Pas d'occupation mais un groupe de 150 sans-papiers très actifs.

EREZÉE - 15 occupants dans un village de 2500 habitants. Repas réguliers entre sans-papiers et villageois sur la place. Une Belge en grève de la faim.

GAND - Après deux mois d'occupation intense, l'église a fermé ses portes et il y a tous les mercredis une assemblée générale dans l'église ou des actions sont organisées.

HORNU - Nouvelle occupation de 27 sans-papiers. Tout se met en route.

JODOIGNE - Douze occupants et beaucoup de soutien. Pas de grève de la faim.

LA LOUVIERE - 25 occupants. 20 ont commencé une grève de la faim le 20 juin dont deux ont été hospitalisés. Neuf Belges organisent une grève de la faim tournante.

LIEGE - Deux églises occupées par 80 person-

nes avec beaucoup de soutien. Enormément de passage et d'animation.

LOUVAIN - 60 occupants, plein d'activités et groupe de soutien important.

LOUVAIN-LA-NEUVE

* Blocry : de 15 à 20 occupants dont sept en grève de la faim depuis 10 jours. Un Belge en grève de la faim depuis 3 jours.

* Saint-François : 55 occupants en grève de la faim depuis 8 jours.

MONS - 45 occupants dont 12 en grève de la faim. Une Belge est en grève de la faim.

NAMUR - Quatre sites occupés et gros travail de sensibilisation dans toute la province.

SERAING - Nouvelle église occupée. Dix occupants et de 40 à 50 personnes présentes la journée.

Tubize - 40 occupants dont 9 sans-papiers en grève de la faim depuis le 20 juin.

VERVIERS - De 35 à 40 personnes sont en grève de la faim.

Source: Cemab.be

Presse libertaire

UMANITA NOVA - En 1920 paraît à Milan le quotidien l'Umanita nova, sous l'impulsion du célèbre anarchiste Errico Malatesta. Dès le début, les autorités essaient d'empêcher sa parution (30 000 ex). Ce sont les mineurs de Valdarno qui débloquent la situation en menaçant de lancer une grève dans les mines. Le journal continue sa publication malgré l'emprisonnement de tous ses rédacteurs et plus tard, la destruction des locaux. La montée du fascisme est fortement liée à la suppression violente de toute opposition... Mais le journal maintient sa ligne communiste libertaire et antifasciste. Après la guerre, le journal devient hebdomadaire. En 1974, la rédaction est prise en charge à tour de rôle par différents groupes à travers l'Italie. Aujourd'hui, l'Umanita Nova reste un journal de référence dans les luttes.

Un exemplaire gratuit du *Monde libertaire* et d'*A voix autre* vous seront envoyés sur simple demande.

LE MONDE LIBERTAIRE, hebdomadaire de la Fédération anarchiste FREEDOM, bimensuel anglophone d'analyses anarchistes
DIAGONAL, bimensuel hispanophone d'actualité critique.
DE NAR, mensuel néerlandophone d'action anarchiste.
NO PASARAN, mensuel du réseau antifasciste No Pasaran.
OFFENSIVE, trimestriel d'Offensive libertaire et sociale.
CQFD, mensuel de critique sociale.
LE PLAN B, bimensuel de critique des médias et d'enquêtes sociales.

Retrouvez les coordonnées de ces journaux sur le site www.avoxautre.be. Ces journaux sont disponibles notamment à la LIBRAIRIE ADEN et à la LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE.

EN LIGNE

[HTTP://AINFOS.CA](http://ainfos.ca), agence internationale d'actualité

[HTTP://ENDEHORS.ORG](http://endehors.org), quotidien francophone anarchiste

[HTTP://WWW.LIBCOM.ORG](http://www.libcom.org), analyses de l'actu internationale en anglais

SUR LES ONDES LIBÉRÉES

RADIO LIBERTAIRE, sur 89,4 FM à Paris et, en direct, sur <http://dune2.info:5000/radiolib.m3u>.

RADIO AIR LIBRE, sur 87,7 FM à Bruxelles. « Passe-Muraille », émission sur la prison, tous les dimanches à 18h00.

«... la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire.»

La cour internationale de Justice

La force de la loi ou la loi du plus fort ?

8 juillet 1996 : la Cour internationale de Justice de La Haye, la plus haute instance juridique au monde, rend un jugement suite à une demande de l'Assemblée générale des Nations Unies : la menace ou l'emploi d'armes nucléaires sont contraires aux règles du droit international. Même si la Cour ne se penche pas sur de possibles développements technologiques futurs permettant de développer des armes nucléaires « propres », une chose est sûre : toutes les armes nucléaires existantes sont illégales.

Ce jugement est le résultat d'un travail de fourmi mené au niveau international par de nombreux mouvements de paix. Malgré l'opposition acharnée et le mépris des « géants » nucléaires américains, britanniques ou français, des « petits poucets » comme le Burundi, la Malaisie, les Iles Salomon ou le Zimbabwe, soutenus par le Japon et des survivants de Hiroshima et Nagasaki qui savent de quoi ils parlent en matière d'horreur nucléaire, font de la résis-

tance devant la Cour internationale de Justice et finissent pas convaincre les juges de l'importance d'un jugement déclarant l'illégalité des armes nucléaires. La Belgique brille par son absence tout au long de la procédure.

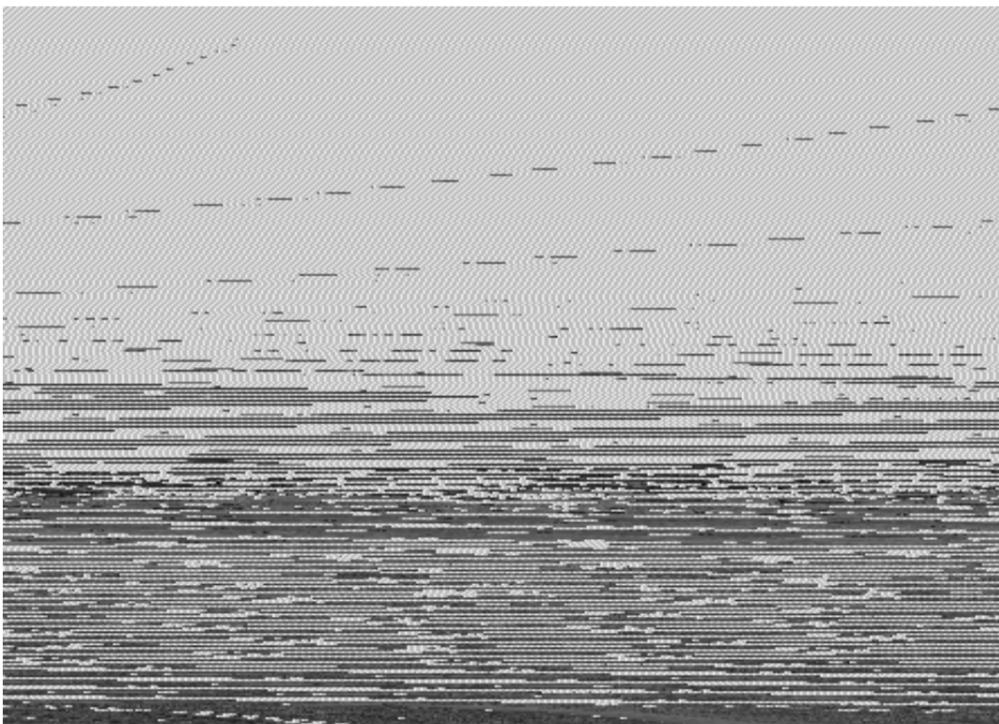
8 juillet 2006 : dix ans plus tard, la Belgique abrite toujours sur son territoire des armes nucléaires américaines, stationnées sur la base militaire de Kleine Brogel dans le cadre de la participation belge à l'OTAN. Pourtant, le Parlement belge a voté en 2005 à une écrasante majorité une résolution demandant au gouvernement belge de travailler au sein de l'OTAN en vue d'un retrait de ces armes nucléaires. Pourtant, depuis dix ans, des milliers de personnes ont porté plainte contre ces armes nucléaires illégales et ont demandé à la justice belge de faire respecter le droit international. Pourtant, depuis dix ans, des milliers d'activistes ont mené des actions de désobéissance civile en pénétrant sur les installations militaires responsables de cette politique (à Kleine

Brogel, Bruxelles, Mons, Gooik,...) pour y mener des inspections civiles, prenant le risque d'enfreindre la loi belge pour empêcher un crime bien plus grand et forcer notre gouvernement à faire tout simplement son travail.

Quoi qu'on pense de leur valeur, les règles de la société démocratique dans laquelle nous vivons devraient être les mêmes pour tous : tout le monde doit respecter la loi. En refusant pertinemment de mettre en œuvre le jugement de la Cour internationale de Justice, le gouvernement belge fait preuve d'un manque de courage flagrant. Pourtant, la Belgique a toutes les cartes en mains pour tenir un rôle de pionnier dans ce domaine et donner un signal fort plus que bienvenu en ces temps de tensions nucléaires internationales.

Dix ans, plus qu'assez pour se mettre en règle, non ?

[www.bomspotting.be]



Avec l'été, les feuilles se mettent au vert. Ce numéro de 12 pages, tiré à 3000 exemplaires, couvre les mois de juillet et août. *A voix autre* revient en septembre pour une rentrée politique chaude.

Le journal est à PRIX LIBRE. Par cette pratique de solidarité, c'est donc l'usager qui fixe le prix. Il ne s'agit pas d'arnaquer mais de participer à la hauteur de ses moyens et des ses envies. Le prix libre donne l'occasion d'un questionnement : Quels sont mes moyens ? Combien vais-je donner ? Quels sont les frais engendrés par la production et la diffusion d'un journal ?

Si vous souhaitez participer à la distribution du journal, il vous suffit nous contacter.

Vous pouvez aussi soutenir *A voix autre* via le numéro de compte (banque Triodos), 523-0802245-33 en mentionnant « soutien » en communication.

Pour vous y abonner, veuillez indiquer « abonnement » en communication ainsi que la durée de celui-ci ou le nombre d'exemplaires. La somme versée doit couvrir les frais postaux.

Infos, réactions, remarques, questions, lettres d'amour, spams, encouragements, insultes, bons plans, concerts, conférences, articles... doivent nous parvenir avant le 25 du mois à :

avoixautre@no-log.org

L'actualité au jour le jour, les dernières chroniques de livres, un agenda mis à jour, sont disponibles sur www.avoixautre.be

Ed.resp. : Olivier Hertmans, c/o Collectif Les Foulons, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles. Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Ne pas jeter sur la voie publique.

A VOIX AUTRE a pour objectif de réfléchir aux idées libertaires en décryptant l'actualité et de proposer des activités pour les faire avancer dans notre société. Nous pensons que ce n'est qu'en essayant de susciter un esprit critique de la part des individus que l'on pourra, par la suite, élaborer un autre projet de société.

Nous pensons qu'une société plus libre et plus juste devra s'appuyer sur des expériences antérieures de fonctionnement non-autoritaire. Pour cela, nous considérons comme essentiel d'agir, dès aujourd'hui et dans tous les domaines de nos vies (sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, etc.), de manière autogestionnaire et égalitaire, ce qui passe notamment par la pratique des assemblées générales, par l'usage de mandats impératifs et révocables et par la rotation des tâches.

Les anarchistes veulent construire une société libre sans classe ni Etat; sans patrie ni frontières; sans discrimination qu'elle soit liée au sexe, à l'origine géographique, à l'âge ou autre, avec notamment comme ob-

Agenda

DU 23 AU 30 JUILLET - CAMPING LIBERTAIRE EN ARIÈGE. « Depuis deux ans, l'Organisation Communiste Libertaire et l'Organisation Libertaire et Sociale organisent un camping ouvert à toutes et tous, auquel se joignent beaucoup de personnes qui n'appartiennent à aucune des deux organisations. L'idée est de profiter de l'été pour discuter de thèmes sur lesquels nous avons trop peu le temps de nous arrêter. Il ne s'agit pas pour autant d'une université d'été où on viendrait faire des cours de rattrapage. Nous souhaitons offrir un espace de dialogue, de rencontre, d'échanges formels mais aussi informels. Un débat se tient chaque soir. Les journées offrent de vastes temps libres que chacun-e occupe à sa guise. » Le Camping a lieu près de Foix. Le tarif journalier s'élève de 5 à 18 euros, selon les revenus. Téléphone sur place: 00.33. (0)5.61.65.80.16. Plus d'infos pratiques sur www.avoixautre.be

DU 8 AU 10 SEPTEMBRE - UNIVERSITÉ ATTAC - Débats, ateliers, conférences... Parmi les thèmes abordés : « L'Europe et les droits économiques et sociaux », « Le complexe médico-industriel : les enjeux actuels ». Aux Halles de Schaerbeek, 22 rue Royale Sainte-Marie à 1030 Bruxelles. Infos : 0473.45.35.87 ou www.wb.attac.be. 22 euros en prévente.

Le samedi 15 juillet - 11h - Bxl - Cinéma « La planète sauvage », un dessin-animé de René Laloux et Roland Topor (1973) Une fable fantastique et universelle sur les rapports qu'entretiennent entre-eux les êtres-vivants. Organisé par l'UDEP à l'église Saint Bernard, 81, rue de la source 1060 Bruxelles

Le vendredi 21 juillet - 20h - Bxl - Cinéma « Le Tableau noir », un film de Samira Makhmalbaf (fiction - 2000) A la suite d'un bombardement au Kurdistan iranien, des instituteurs, tableau noir sur le dos, errent de village en village à la recherche d'élèves. Un surprenant voyage... Organisé par l'UDEP à l'église Saint Bernard, 81, rue de la source 1060 Bruxelles

Jusqu'au 15 octobre - Bruxelles - « Molenbeek, récits de ville ». Histoire et actualité d'une ville dans la ville. Territoire typique des grandes questions et des enjeux urbains de ce début de 21e siècle. A La Fonderie, 27 rue Ransfort à 1080 Bruxelles. De 10h à 17h du mardi au vendredi et de 14h à 17h les samedis, dimanches et jours fériés. 5 euros.

www.avoixautre.be
l'actu vue par des libertaires

www.mouvements.be
portail de l'info alternative en Belgique

www.ainfos.ca
agence de presse anarchiste internationale

jectifs : l'émancipation des individus; la liberté d'expression et de circulation; l'éducation libertaire et permanente dans tous les domaines de la science, de l'industrie et des arts; l'égalité sociale et économique; l'abolition du salariat; la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité d'exploiter le travail d'autrui); l'organisation sociale sur la base de la libre fédération des producteurs et des consommateurs; la démocratie directe. Dans le cadre d'une société libertaire, il s'agit d'autogérer les affaires au profit de la collectivité toute entière.

RENCONTRER DES ANARCHISTES.

A BRUXELLES : Centre libertaire et groupe Ici et Maintenant de la Fédération anarchiste, au Collectif Les Foulons, c/o Centre Garcia Lorca, 47-49 rue des Foulons à 1000 Bruxelles, métro Anneessens. Permanence et bibliothèque tous les premiers samedi après-midi du mois.

EN FLANDRE : www.anarchie.be.